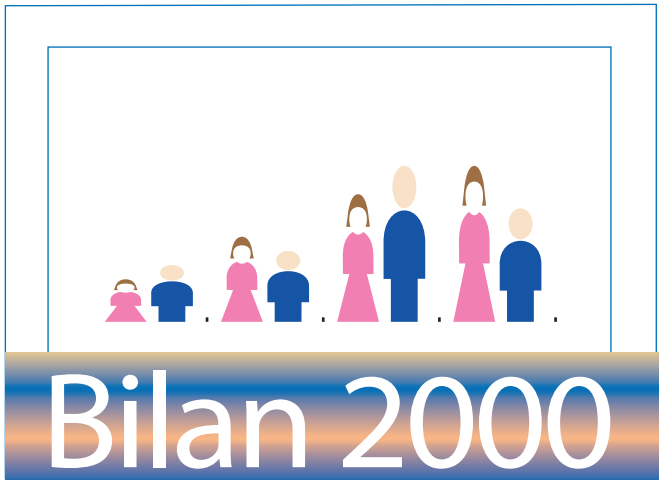


Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention

Président : Monsieur Roland MECZ

2, Boulevard Gustave Ganay - MARSEILLE IXème - Téléphone : 04 91 71 80 00 - Fax : 04 91 71 29 67 - e-mail : addap@wanadoo.fr - Site : addap.asso.fr

Présentation générale

Sommaire page 1

Préambule page 2
Organigramme page 3

Rappel des Orientations de l'année 2000 page 4

Cartographie de l'intervention
(document sur transparent)

Actions sur les sites

Marseille
Service Centre page 5
Service Sud, Est, La Ciotat page 6
Service 13-14 page 9
Service 15-16 page 12
Département
Service Pays d'Aix page 15
Service Pays d'Arles page 17
Service Étang de Berre page 21

Actions transversales

Pôle Sportif page 22
Base Nautique page 23

Actions hors champ de la Prévention Spécialisée

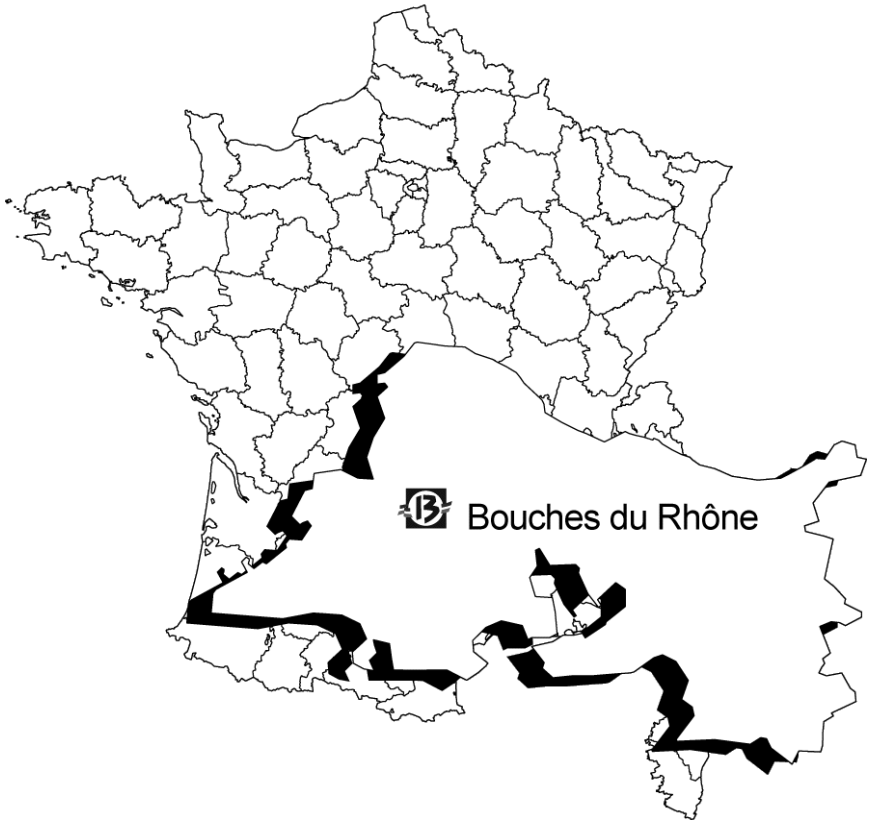
Pôle Accompagnement page 24
Pôle Logement page 24

Perspectives 2001 page 25

Annexe Statistique page 29

addap

association **d**épartementale pour le **d**éveloppement des **a**ctions de **p**révention



Préambule

Le passage dans le troisième millénaire marque symboliquement la transition entre deux mondes. Inventé au lendemain de la seconde guerre mondiale, le concept de Prévention Spécialisée se voit institutionnalisé par l'arrêté du 4 juillet 1972. Il doit permettre la mise en œuvre d'actions en direction de jeunes et de leurs milieux dits en difficulté. La prévention spécialisée commence là où la prévention générale a échoué, a été insuffisante ou n'a pas su s'exercer.

40 ANNEES D'ENGAGEMENT …

…de la F.C.E.P. puis de l'A.D.D.A.P. ont permis de développer une forme d'intervention sociale résolument moderne qui s'appuie sur **un dispositif à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône.**

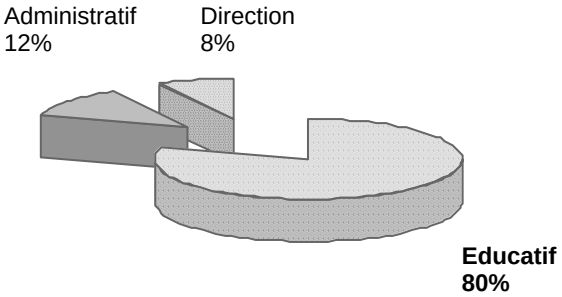
Ce maillage n'a cessé de s'enrichir au fil des années :

Par une présence éducative de proximité :

75 sites sur 19 villes différentes

60 500 heures de présence sociale, soit près du tiers des heures de travail des équipes éducatives, sont consacrées à cette forme d'action. Ces chiffres **expriment l'importance que revêt aux yeux de l'association ce type d'intervention** aux heures (journée, soirée, grande soirée, Week-end, vacances scolaires) et lieux occupés par les jeunes (places, pieds d'immeuble, bars…).

Par la structure de ses effectifs (31/12/2000)



LE CONTENU DE LA MISSION RESTE LE MEME, MAIS…

…les modalités d'intervention se transforment.

Ainsi, le principe de liberté inscrit dans la loi (libre adhésion, absence de mandat, respect de l'anonymat et non institutionnalisation des actions - où l'on conçoit qu'il faut être libre pour adhérer à des propositions éducatives) **évolue vers une intervention plus centrée sur la relation éducative** (aller vers, faire avec, agir pour).

Dans un contexte marqué par de profondes mutations (sociales, économiques et structurelles), qui maintient une part importante de la population dans un état chronique de pauvreté, **la Prévention Spécialisée doit s'adapter en tenant compte de nouvelles réalités :**

Transformation du champ d'intervention :

développement des politiques de la ville, diversification des intervenants (souvent peu qualifiés), interventions sans véritable coordination.

Diversification des publics

prise en compte des difficultés propres aux pré-adolescents, aux jeunes adultes, à la mobilisation des familles.

Répartition géographique des besoins

Espace néorural où se concentrent des populations en grande difficulté, espace urbain, communes de petite et moyenne importance à la lisière des grandes villes, ville de moyenne importance sans implantation d'équipe de prévention

Confrontation à des difficultés collectives

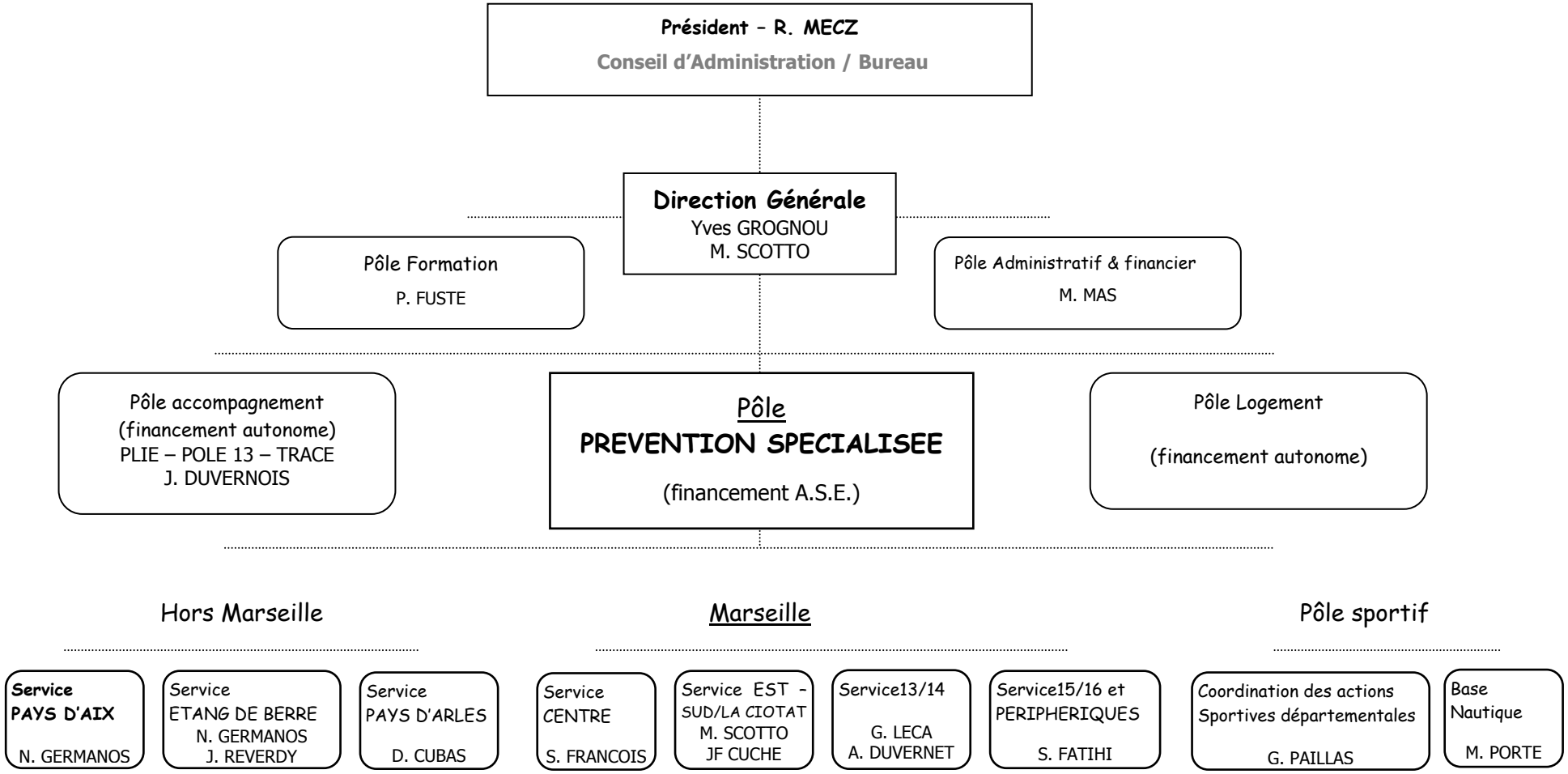
participer à la paix sociale des quartiers, lutter contre le sentiment d'insécurité, produire des solidarités, de la citoyenneté et du lien social

Pallier aux défaillances des processus de socialisation traditionnelle

Soutenir les familles dans leur rôle premier d'éducation et de socialisation

Aix en Provence
Allauch
Arles
Châteaurenard
Gardanne
Istres
La Ciotat
Les Pennes Mirabeau
Marseille
Martigues
Miramas
Plan de Cuques
Port de Bouc
Port St Louis
St Martin de Crau
Salon
Septèmes
Tarascon
Vitrolles

Organigramme



RAPPEL DES ORIENTATIONS 2000 QUELQUES AXES FORTS DE NOTRE INTERVENTION

La prévention spécialisée et le travail auprès des familles

Devant les phénomènes de société qui touchent les jeunes (échec scolaire, violence, petite délinquance), les familles sont de plus en plus interpellées et désignées comme « coupables ». On entend dire que la famille est démissionnaire, sans repères, désemparée, voire irresponsable !

Depuis plusieurs années, la prévention spécialisée, dans ses pratiques, s'emploie à éviter de se substituer à la famille dans sa relation avec le jeune. Il nous faut aller encore plus loin dans notre mission de prévention en soutenant la fonction parentale.

Il est nécessaire de réhabiliter le rôle de la famille dans sa fonction essentielle de transmission des valeurs sociales et citoyennes.

Nous le faisons déjà individuellement dans le cadre de l'accompagnement éducatif. Il nous appartient de développer avec nos partenaires institutionnels et associatifs, des projets tendant à responsabiliser les parents en les aidant à réinvestir leur rôle éducatif.

Médiation scolaire

Axe d'intervention développé ces dernières années, il le sera encore en l'an 2000.

Dans un souci d'efficacité nous avons recherché « les points de passages obligés » de ce public souvent en situation de rupture scolaire plus ou moins consommée. Les collèges ont été repérés comme des lieux pertinents dans la mesure où réunissant ce public, ils sont le théâtre de conflits plus ou moins exacerbés et qu'ils recèlent des ressources nouvelles en terme de partenariat. **Les équipes de l'ADDAP travaillent actuellement avec plus de 80 établissements scolaires du département** sous forme de médiation individuelle ou de projets collectifs (26) souvent innovants (classe relais). Les récentes rencontres inspection académique/ADDAP et Conseil Général nous amènent à penser que l'ADDAP pourrait être, compte tenu de ses capacités techniques et de son implantation territoriale, un interlocuteur éclairé en matière de médiation scolaire.

Pour l'an 2000, **notre intervention** auprès du public en âge de fréquenter les collèges **aura pour objectif de rétablir la relation triangulaire collège/jeune/famille à partir des notions de droit, de devoir et d'interdit.**

Notre spécificité réside dans notre capacité à faire le lien entre l'établissement scolaire et les quartiers où vivent les jeunes et leurs familles. Sans cet aller-retour permanent, nous risquons de nous voir attribuer un rôle de supplétif de l'Education Nationale, chargé de régler (la plupart du temps dans l'urgence) les situations de conflits internes.

De même, sans oublier toutes les actions de médiation impliquant la mise en présence des acteurs concernés, il conviendra de rechercher l'implication des interlocuteurs (parents ou leurs représentants, personnel de l'Education Nationale, collégiens…).

Interventions dans le domaine de la santé

Sans décliner ici les multiples formes que prend cette action au quotidien, il est possible de souligner quelques axes particuliers qui seront développés cette année.

Le nombre de jeunes s'étant adressé à l'ADDAP, présentant des problèmes de santé est en très forte augmentation. **Particulièrement pour le public féminin** qui cumule des difficultés d'insertion et de santé qui se traduisent par une augmentation sensible du nombre de suicides. Pour mémoire, citons les chiffres de l'année 1998 sur la commune de Châteaurenard : **32 tentatives dont 20 chez les jeunes de 18 à 25 ans avec une majorité de filles.**

Au-delà de nos actions traditionnelles de sensibilisation et d'accompagnement aux soins, nous prolongerons l'effort accompli en matière de prévention des conduites à risques par la prise de produits toxiques. Une recherche action menée conjointement avec le CNRS nous permet d'envisager des actions concrètes auprès des 13/21 ans.

Le logement des jeunes

La question du logement des jeunes se présente de façon multiforme en raison des demandes formulées et des besoins repérés. Aujourd'hui, l'augmentation des interpellations nous conduit à poser ce thème comme un objectif de travail prioritaire. Les différents constats font apparaître que l'éducateur spécialisé est doublement tributaire :

De l'environnement institutionnel qui structure son espace d'intervention lui fournissant ou non des outils adaptés au traitement des problématiques des jeunes concernés.

De la capacité des jeunes à réaliser un parcours d'insertion professionnelle qui reste largement le facteur facilitateur d'accession pérenne à un logement.

Le logement jeune relève d'une construction pluri-institutionnelle nécessitant une intervention basée sur le réseau.

Quatre volets marqueront notre action départementale :

Développer des expertises locales (besoins, moyens, partenaires)

Participation à une concertation au sein du réseau local

Faciliter le traitement des situations

Développer des initiatives en : logement relais ou d'urgence

Nous nous appuierons sur l'ensemble des actions initiées par les collectivités et les associations en matière d'habitat, d'hébergement d'urgence individuel ou collectif, d'habitat temporaire (hôtel social, C.L.L.A.J., F.A.J., etc…)

.

MARSEILLE SERVICE CENTRE 1, 2, 3EME ARRONDISSEMENTS

Jeunes en suivis et problèmes traités	Hyper-centre	3éme	Panier Joliette	TOTAUX
Nombre de jeunes suivis	204	78	98	**380**
Suivi Scolaire	18	23	47	**88**
Jeunes orientés en formation	90	14	22	**126**
Orientation et situation d'emplois	23	15	16	**54**
Problèmes justice/police	50	12	14	**76**
Problèmes familiaux (nb de familles)	80	44	73	**197**
Hébergement d'urgence et temporaire	61	9	8	**78**

Marseille Service Centre
7 points de travail

Principales actions menées pendant l'année 2000

Opération d'animation globale sur le secteur Noailles en partenariat avec le C.C.P.D. centre ville et la cellule départementale des 3 V (400 J/J).
Opération d'animation sportive sur Bellevue (200 J/J)

Convention de partenariat avec l'école de la 2éme chance sur le placement et le suivi des jeunes.

Création dans les locaux de l'association Breteuil Grignan d'un projet de remobilisation interne au service permettant l'expérimentation d'un suivi plus affiné des problématiques jeunes / insertion (santé, sport, formation, emploi).

Elaboration d'un projet santé autour des conduites à risque en collaboration avec le collège E. Quinet et la mission Sida–Toxicomanie de la Ville de Marseille

Poursuite de notre partenariat avec le collège du Vieux Port à partir du projet CPA (28 jeunes concernés).

Réalisation de micro-chantiers rémunérés sur l'ensemble du site dans des associations locales ou des collectivités : 23 chantiers réalisés soit 263 jours de mise en situation de travail réel pour 5 jeunes en moyenne par chantier (92 contrats de travail et fiches de paie ADPEI).

Evolutions significatives au cours de l'année 2000

Meilleure lisibilité technique du positionnement de l'A.D.D.A.P. dans les instances partenariales.
Validation technique sur le tutorat et le diagnostic des projets
Evolution des rapports avec le partenariat local notamment sur le site Bellevue.
Rapport de proximité, mieux définis avec l'Education Nationale pour tous nos secteurs d'interventions.

Difficultés rencontrées

Migrations des problématiques dues à la réhabilitation du secteur Porte d'Aix / Belsunce sur les secteurs Noailles, Plaine et Cours Julien.

Confusion par certains de nos partenaires entre prévention spécialisée et prévention de la délinquance

Problèmes récurrents de la non-réhabilitation du Parc Bellevue (3éme arrondissement) et de l'absence d'une réelle harmonisation des interventions sociales du secteur.

Développement des comportements à risques sur la Joliette

Emergence de problématiques jeunes sur les 4e et 5e arrondissements et sollicitations de plus en plus pressantes des partenaires locaux pour élargir notre secteur d'intervention.

MARSEILLE SERVICE SUD-EST 11EME ARRONDISSEMENT

Diagnostic

Pour l'année 2000, entre la reprise économique et l'utilisation des différents dispositifs, la plupart des jeunes suivis de 16 à 25 ans a pour l'instant trouvé une réponse à son attente de formation ou d'emploi.

Cette situation nouvelle favorise la paix sociale sur l'ensemble du 11è arr. Le travail de rue nous permet de constater que des cités comme Air Bel ou les Escourtines font moins parler d'elles. Les lieux publics semblent moins dégradés. Il n'y a moins de regroupement de jeunes pendant les heures scolaires.

Des secteurs restent toutefois fragiles. Les Néréides n'ont pas d'animation sociale malgré les efforts de la MPT de la Valbarelle pour offrir ses services sur cette cité. La zone limitrophe du 11è/12è manque aussi d'une structure sociale. Les Camoins sont un lieu de confrontation entre les habitants et des groupes de jeunes. Les collèges font remonter des difficultés de comportements de la part d'élèves de 12/13 ans dont des jeunes filles. L'équipe est sollicitée pour des cas particuliers de conflits familiaux ou scolaires.

Eléments chiffrés

Suivis éducatifs : 161 dont 1/3 de filles

Escourtines :	47
Néréides / Bosquet	52
Air bel / Valbarelle	62

65 familles avec lesquelles un soutien à la fonction parentale est engagé (32 RMI)

Emploi formation : 44 solutions effectives
- 3 chantiers rémunérés (21 jeunes concernés)
- 18 en formation
- 21 en contrat de travail
- 5 orientés vers TRACE
- 23 retours vers l'Education Nationale
- 12 FAJ

Principales actions menées pendant l'année 2000

Réalisation d'une vidéo « Jeunes, acteurs prévention sida » et présentation de celle-ci sur différents sites : Mission Locale, collège, centre social, espace lecture.
« Ciné Cité », présentation et débat autour de documentaires vidéo choisis par les jeunes.
En l'absence de structure d'animation sur les Néréides, nous avons aidé l'association de jeunes dans ses activités : accompagnements des équipes de foot-ball et présence d'un éducateur dans l'encadrement d'un camp de filles.
Depuis janvier 2000, à raison de 6h semaine, un éducateur fait la liaison entre les jeunes suivis par l'ADDAP et la Mission Locale.

Difficultés rencontrées

- Manque de coordination et d'informations de la part du DSU
- Nécessité d'organiser un réseau employeur
- Absence du poste B sur les Néréïdes

Marseille Service Sud/Est
4 points de travail

DIAGNOSTIC

Population de plus en plus en exclusion tant géographique qu'économique (situation professionnelle précaire, voire inexistante). Problématiques principales au niveau des jeunes: scolarité, formation et emploi, consommation très importante de cannabis.

9° - CAYOLLE - SOUDE

Absence de centre social. Mise en place par le DSU de réunions de concertation qui amorcent un travail cohérent dans les actions mises en place par les associations locales.

9° - CRAVACHE - TRIOULET - SEVIGNE

Absence d'équipement ou d'association locale. La seule intervention sur ce secteur est celle de l'ADDAP. L'embauche par le Syndic de gardiens à la Cravache n'a fait que déplacer les problèmes de nuisance et le sentiment d'insécurité à l'extérieur (riverains du quartier).

10° - SAUVAGERE - BENZA - CHATEAU ST LOUP

5AUVAGERE : Dégradation du climat social sur la cité liée aux difficultés structurelles du centre social. Nombreux suivis éducatifs.
Augmentation des actes de délinquance et des dégradations

BENZA : Faiblesse d'une dynamique associative et sentiment d'une vie sociale en sommeil (disparition de 2 associations).Difficultés à travailler sur la cité en raison de l'attitude réfractaire du gardien. Noyau actif de délinquance avérée

CHATEAU 5T LOUP : Difficulté permanente à travailler sur cette cité HLM; Très refermée sur elle-même, les suivis éducatifs sont particulièrement difficiles à engager en raison d'une méfiance à l'égard des travailleurs sociaux.
Arrivée d'une animatrice chargée de travailler avec les 13/18 ans et embauchée par le collectif Château St Loup

ACTIONS COLLECTIVES MENEES EN 2000

MONTREDON – LA VERRERIE

- Réalisation de 3 chantiers jeunes en partenariat avec l'Association Loisirs et Culture, 12 jeunes rémunérés ont travaillé chacun une semaine à la réfection du local de l'Association.

LA CAYOLLE - LA SOUDE

. Mise en place d'une formation pour l'obtention du brevet de Surveillant de Baignade. Les 15 jeunes inscrits ont réussi l'examen. Étant déjà en possession du *BAFA*, ils ont tous travaillé pendant l'été.
. En juillet et août, activités sportives pour les jeunes de 13 à 18 ans à partir de la Plaine Sportive à la Cayolle. Projet financé par le DSU. Porteur du projet l'ARENA en partenariat avec plusieurs associations locales.

SAUVAGERE - BENZA - CHATEAU St LOUP

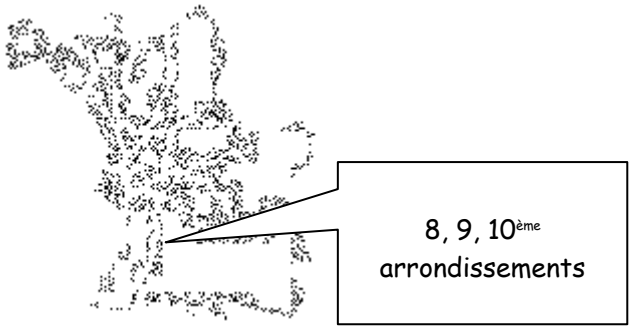
. *Projet Free Style :* Depuis janvier 2000, une vingtaine de jeunes de plusieurs quartiers (Benza, St Thys, La Sauvagère, La Capellette) participent une fois par mois à des répétitions. L'objectif de départ était la préparation à Mars Attack. Ces jeunes voulant continuer à travailler ensemble, nous avons obtenu un financement Jeunesse et Sports pour la location d'un local à musique et l'achat de matériel. Objectif : les aider à monter leur association et devenir complètement autonomes.

QUELQUES CHIFFRES :

Jeunes suivis, type et nombre d'interventions par thème

Jeunes en suivi	210
Scolarité	48
Formation Emploi	84
Problèmes Justice	30
Logement	16

102 familles (39 RMI) bénéficient d'un soutien à la fonction parentale



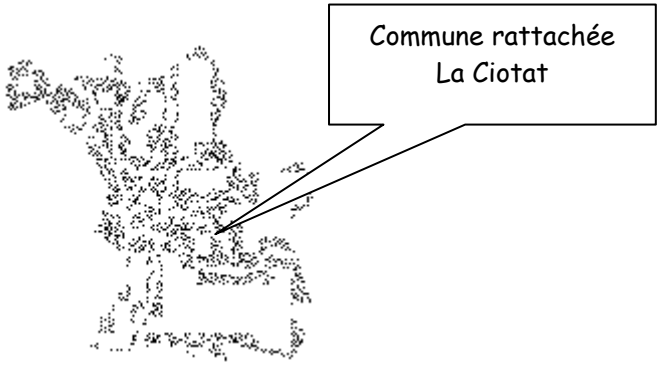
Marseille Service Sud/Est
6 points de travail

MARSEILLE SERVICE SUD-EST COMMUNE RATTACHEE

LA CIOTAT

Quelques éléments de diagnostic

Prégnance des problématiques liées aux violences sexuelles.
Traitement des jeunes en échec scolaire par les collèges ; pas de C.I.P.A, orientation en C.F.A (C.P.A, Apprentissage).
"Eté chaud" sur le quartier St Jean où se retrouvent de nombreux jeunes issus de quartiers divers.
Sur le plan économique, le chômage des jeunes est en baisse (Bouygues)
Développement de l'option touristique (aménagement constructions).
Développement important des activités de proximité du Centre Social.
Tensions entre habitants et jeunes à la Maurelle



Marseille Service Sud/Est
La Ciotat (rattachée)

Quelques éléments chiffrés : jeunes suivis , types et nb d'interventions

Suivis des jeunes	63
Dans le cadre de la scolarité	34
Dans le cadre de la formation / emploi	69
Dans le cadre des difficultés familiales	47
Dans le cadre des difficultés avec la police / justice	14
Dans le cadre de l'hébergement	19

Quelques Actions Collectives

"**A nous la scène**" : Projet à caractère culturel concernant un groupe de jeunes filles avec pour objectif un travail sur l'absentéïsme scolaire et l'orientation.

"**Groupe droits de l'enfant**" : Action de prévention dans les collèges avec un groupe de mobilisation du GRETA. L'objectif est de développer un travail autour de la violence et du racket.

"Collectif info SIDA" :
- Action de prévention des conduites à risques dans les collèges et sur le groupe de mobilisation. Cette action s'est déroulée sous la forme de pièce de théâtre interactive.
- Production d'un CD Parole et Musique contre le SIDA.

Quelques difficultés dans les quartiers

La Maurelle : Depuis ces derniers mois, c'est le quartier où les jeunes ont le plus fait parler d'eux : insultes, incivilités, tapages nocturnes, agressions…
La municipalité et l'ensemble des acteurs sociaux dont l'A.D.D.A.P. unissent leurs efforts pour limiter les conflits sur le quartier.
L'Abeille : Le Centre Social "fourmille" d'activités (accueil, stage…). Le quartier est calme mais l'on notera l'existence de lieux de regroupement de jeunes qui leur sont propres, sans encadrement : les caves.
Le centre ville : Si l'ouverture du point PAJ permet un large travail de prévention primaire, ont notera la difficulté à entrer en contact avec une population plus âgée et souvent paupérisée (18-25 ans).

MARSEILLE SERVICE 13-14 - 13EME ARRONDISSEMENT

Inclus dans le périmètre d'Action de la Politique de la Ville, inclus dans le grand Projet de Ville pour le quartier de Malpassé, bénéficiaire de Conventions territoriales opérationnelles pour :

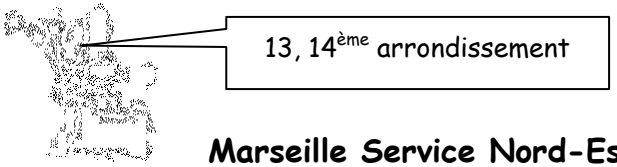
La Marie, Les Olives, Fondacle, la Renaude.

Le 13ème Arrondissement a une superficie de 1974 hectares en zone urbaine, soit : 11.8 % du territoire marseillais (AGAM 95).
On dénombre 80 000 habitants (INSEE 99) sur cet arrondissement,
soit : **10 % de la population marseillaise, avec une densité moyenne de : 40 habitants par hectare (AGAM 95).**
Plus de 1/3 tiers des logements sont des logements sociaux.

L'action sociale est concentrée sur **La Rose** et **Frais-Vallon** (4 Centres Sociaux + 2 Postes B), laissant un quasi désert sur un vaste territoire en difficulté que constitue **Malpassé**.
Plus du 1/3 tiers des logements sont des logements sociaux.

Nous intervenons sur : Malpassé, Les Cèdres, Les Oliviers, La Renaude, Les Balustres, Le Petit Séminaire, Frais-Vallon, La Marie, Les Olives,Val Plan, La Bégude, Le Clos

Jeunes en contact avec les Educateurs	930
Jeunes bénéficiant d'un accompagnement éducatif	340
dont Garçons	257
et Filles	83
Jeunes nouvellement pris en charge cette année (37% du Total)	125
Origine du contact	
Par le réseau partenarial	19
Réseau jeunes ou du Travail de présence sociale	321
Relation avec les familles	
Familles en relation pour l'année 2000 (dont RMI)	192 (74)



Marseille Service Nord-Est - 13 points de travail

Les problématiques dominantes :
Elles sont liées à la scolarité, la formation et l'emploi.
Elles représentent plus de 36.5 % de l'ensemble des problématiques jeunes.

Classement des problématiques rencontrées	
Scolarité, la formation et l'emploi	36.5 %
Questions administratives	17.4 %
Carences, ruptures, violence familiale	15 %
Santé / toxicomanie	14.3 %
Comportement	12.8 %
Logement	4 %

163 Jeunes sur 340 soit : 49 % représentent des suivis lourds et complexes.

Actions collectives et développement social local :

« C'est mon topo », (la Marie), financement CG et DDJS, proposition d'aménagement d'un terrain municipal mitoyen de la cité la Marie, conception, passage de questionnaire auprès des habitants, dépouillement, réalisation d'une maquette qui reprend les propositions des locataires (12 jeunes concernés).

« Rap, culture de changement », Oliviers, Malpassé, financement DSU : créer une dynamique de l'expression des jeunes, création d'une association culturelle jeunes, 8 groupes en répétition, manifestations festives.

« Roule Image » , chantier de réhabilitation d'un local associatif, cité la Marie, stage trial à Sénez, financement 3V.

« Chantiers » : Val Plan : réfection des locaux associatifs, La Renaude : nettoyage des abords et des jeux d'enfants, Les Oliviers : peinture du bâtiment D, …
soit 22 jeunes concernés

« Projet karting » Les Oliviers, encadrement par les plus grands : « Conduites maîtrisées », risques limités (40 jeunes concernés).

. Point écoute, Collège Malpassé,
. Essai de soutien et de concertation avec les Postes B de la zone,
. Animations sportives en pied d'immeubles, basket, plum, foot, etc.
. Travail autour du rôle et de la fonction parentale,
. Participation aux journées des comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté,
. Organisation et participation à des rencontres sportives inter-quartiers, Planète 13, utilisation de la base nautique du Frioul, de Corbières, des chèques sports été 13, pour des sorties à la journée,
. Encadrement de formation de surveillant de baignade et AFPS
Soutien aux associations locales, associations de locataires, associations de jeunes, Journal sur les locaux associatifs avec les logeurs,
. Participation aux manifestations festives locales, guinguettes, printemps du sport, « Festijeunes ».

MARSEILLE SERVICE 13-14 - 14EME ARRONDISSEMENT

Inclus dans le périmètre d'Action de la Politique de la Ville, inclus dans le grand Projet de Ville pour le quartier de Sainte-Marthe et Saint-Barthélemy, bénéficiaire de Conventions territoriales opérationnelles pour :

Le Mail, les Rosiers, St-Joseph, Vieux-Moulin.
Le 14ème Arrondissement a une superficie de 1160 hectares en zone urbaine, soit : 6.9 % du territoire marseillais (AGAM 95).
On dénombre 57 000 habitants (INSEE 99) sur cet arrondissement, soit : 7.1 % de la population marseillaise, avec une densité moyenne de : 50 habitants par hectare (AGAM 95).
Le secteur HLM couvre 1 logement sur 3.

Nous intervenons sur : Saint-Joseph, Les Micocouliers, Vieux-Moulin Maison Blanche, Font-Vert, Picon, Busserine, Le Mail, Les Flamants, Les Iris et l'atelier du Mail.
Une des caractéristiques du XIVème est la concentration des moyens de l'action sociale sur le secteur Saint-Barthélemy, Sainte-Marthe, le Merlan et un désert d'intervention sur le Nord de l'arrondissement.

Jeunes en contact avec les Educateurs	**477**
Jeunes bénéficiant d'un accompagnement éducatif	245
dont Garçons	142
et Filles	103
Jeunes nouvellement pris en charge cette année (29% des accompagnements éducatifs)	71
Origine du contact	
Par le réseau partenarial	36
Réseau jeunes ou du travail de présence sociale	209
Relation avec les familles	
Familles en relation pour l'année 2000 (dont RMI)	164 (52)

Les problématiques dominantes rencontrées :

Les questions liées à la famille : carence, rupture, violence et les questions d'insertion professionnelle

Elles représentent plus de 60 % de l'ensemble des problématiques jeunes.

Si l'on classe les problématiques rencontrées pour l'ensemble des jeunes en suivi éducatif par ordre décroissant, on trouve :

Classement des problématiques rencontrées	
Carences, ruptures, violence familiale	31 %
Scolarité, la formation et l'emploi	30,7 %
Santé / toxicomanie	11 %
Comportement	16,6 %
Questions administratives	8,5 %
Logement	2,2 %

53 Jeunes sur 245, soit : 21 % représentant des suivis lourds et complexes.

Actions collectives et développement social local :

« Parlons-en ! », St-Joseph/Ste-Marthe, financement DASS, constitution d'un réseau d'aide et de soutien à la fonction parentale : revaloriser les fonctions parentales, consolider les liens parents-enfants (participation de 22 parents et 7 enfants)
« Festival de la Citoyenneté », mobiliser les jeunes et leurs regards sur ce qu'est la citoyenneté à travers ses moyens d'expression ; les mettre en situation de valoriser des expériences citoyennes au moyen de l'outil vidéo.
« De l'économie parallèle à l'économie sociale », Font Vert et sites couverts par les Equipes, financement DSU. Il s'agit de proposer une alternative éducative qui place les plus jeunes devant un choix, soit de continuer à mettre en œuvre des pratiques illicites, soit de s'inscrire dans des activités (ateliers, chantiers) qui leur permettent de tirer des bénéfices pour leurs besoins quotidiens, et ainsi d'affiner leurs projets professionnels.
« Conduire autrement », financement CG, DDJS, projet scientifique et technique ; à partir de l'Atelier du Mail, poursuivre l'accueil du mardi soir par une initiation à la conduite kart et la réalisation complète de caisses à savon (faire des essais et des courses).
« Services compris », financement 3V, ensemble des sites d'intervention de l'équipe : activités participatives au service des actions collectives de secteur, soirées Festijeunes, buvettes, affichages, animations sportives, guinguette et contre-partie, camps, sorties activités diverses.

Egalement :
Travail partenarial auprès des collèges de la zone, classe SAS. Convention Clair Soleil, comités locaux pour la santé et la citoyenneté.
Développement du partenariat sur Saint-Joseph.
Coordination ADDAP/Polyvalence DGAISS sur Nord 14ème.

Aide et soutien à la vie associative locale : Font vert, Busserine, Flamants.
Actions partenariales, animations sportives, marathon, hip-hop, guinguette (buvettes), tournoi de foot/volley.
Stage trial avec association "Pieds et poings".
Coopération sur Festijeunes (parc de Font Obscure). Organisation, affichage, buvette, présence massive.
Sorties, mini camps, utilisation des chèques sports été 13, base nautique du Frioul, de Corbières.
Stages Conseil Régional, stages UCPA pendant l'année et l'été 2000.
Chantiers Base nautique du Frioul, locaux associatifs Font Vert.
L'atelier du Mail développe des actions partenariales avec l'ensemble de l'Equipe 13/14 et des partenaires locaux.

ALLAUCH - PLAN DE CUQUES

Un des axes majeurs de l'intervention pour l'année 2000 a été l'insertion professionnelle.
Elle est l'objet de la convention entre l'A.D.D.A.P. et la municipalité d'Allauch.
Elle reste une des principales problématiques des jeunes sur la commune. Les résultats positifs obtenus durant l'année, traduisent la prise de conscience par certains jeunes du besoin préalable de se former, pour pouvoir prétendre à un emploi ainsi que par un maintien en formation. Peu de rupture de stages par les jeunes en suivi éducatif.

La volonté municipale de vouloir privilégier l'emploi et la formation a été d'une aide considérable dans cette démarche d'insertion. Sont mobilisés : le bureau municipal d'information et d'emploi, les permanences sur place de la Mission Locale et les actions collectives, comme le forum de l'emploi, la formation et le forum de l'apprentissage.

La création d'un poste de médiateur social en emploi jeune, a nécessité à la demande de la commune d'Allauch un suivi et un accompagnement dans la formation d'intervenant de terrain du jeune (issu de la commune) ainsi qu'une participation en tant que référent à la formation théorique organisée par l'A.F.P.A.
Cette action expérimentale s'inscrit dans le programme nouveaux services Emploi Jeune, «Moderniser sans exclure» impulsé par Bertrand Schwartz.

La connaissance des besoins et des problématiques de la jeunesse sur les deux communes (Allauch et Plan de Cuques), a permis d'alimenter le travail d'élaboration des fiches d'intervention du C.L.S (qui ont été signées en décembre) et la création du C.I.P.D.

Enfin, les accompagnements éducatifs et la présence aux manifestations «Jeunes» sur la commune nous ont permis de poursuivre notre travail de Prévention Spécialisée.

Contact et prise en charge

168 Jeunes sont en contact avec l'éducateur sur Allauch et Plan de Cuques.

56 Jeunes ont bénéficié d'un accompagnement éducatif : 34 Garçons et 22 Filles

18 Jeunes soit 32 % du total **sont nouvellement pris en charge** cette année.

5 Jeunes ont été en contact éducatif avec nous par le réseau partenarial.

51 viennent du Réseau Jeunes ou du Travail spécifique de présence sociale.

15 familles ont été ou sont en contact avec notre éducateur sur Allauch et Plan de Cuques.

Problématiques

Les problématiques dominantes sont liées à la scolarité, la formation et l'emploi.
Elles représentent 44 % de l'ensemble des problématiques Jeunes.

Classement des problématiques rencontrées
(pour l'ensemble des jeunes en projet éducatif)

Problématiques	
Scolarité, la formation et l'emploi :	44 %
Santé:	30 %
Famille (carences, ruptures, violence) :	9,40 %
Comportement :	7,20 %
Logement :	7,20 %

11 Jeunes sur 56 soit : 19 % représentant des suivis lourds et complexes.

Marseille
Service 13-14
Communes
Rattachées :
Allauch
Plan de Cuques

MARSEILLE SERVICE 15-16 & COMMUNES RATTACHEES

Deux grands constats à l'issue de cette année sur notre secteur :

1) L'énorme espoir suscité par les jeunes de 18 / 21 ans par les prémisses d'un redressement économique.
2) Les problèmes graves de différents centres sociaux .

Espoir

Pour ce qui est du premier point, les demandes sont devenues plus précises et plus insistantes en terme d'accompagnement à l'ANPE et de rédaction de lettres de motivation avec C.V.

Restent à régler les questions de la formation des jeunes et de leur employabilité.

a) Tout d'abord se pose avec acuité pour le public **qui nous concerne, la difficulté de prise en compte de l'échec scolaire par les collèges**, et plus particulièrement des jeunes relevant des SEGPA. (Ex. : sur 18 élèves en 3° SEGPA seulement 3 ont obtenu leur orientation).

b) Dans le cadre de cet objectif, nous constatons une augmentation du traitement des **problématiques familiales** et du travail de médiation permettant de soutenir le jeune dans sa scolarité, de mieux l'orienter, parfois et souvent de remonter plus à la source de ses difficultés. (317 problématiques familiales ont été traitées cette année.)

c) **Passés le cap de la formation, les principaux handicaps restent le manque d'expérience, les difficultés de logement et l'absence de mobilité du public suivi.**

Pour ce qui est du deuxième point :

Centres Sociaux
La Savine et l'Estaque : retrait d'agrément en 1998 et 1999
Ruisseau Mirabeau : manque de locaux
La Bricarde : problèmes structurels depuis 5 ans environ

En terme de lien social, les cités concernées sont de fait fragilisées et dans le cadre de notre mission, cette situation nous amène à nous mobiliser pour pallier à ces manques.

A la demande la Mission Ville nous mettons en place des dispositifs de substitution, au travers de l'organisation de collectifs associatifs.

Au cours de cet été, l'ADDAP 15/16 a organisé divers chantiers éducatifs (40 journées jeunes), des sorties à la journée (157 journées jeunes), et des séjours (188 journées jeunes). Divers tournois sportifs (foot, hand, tennis, basket) regroupant de 30 à 80 jeunes ont été organisés, notamment à la Savine, du mois d'avril au mois d'août. Dans le cadre des sorties à la journée, 67 chéquiers « Sport Eté 13 » ont été utilisés, pour la plupart dans des activités d'équitation.

L'exemple le plus marquant : en juillet / août reste le **dispositif animation citoyenne** sur le Bassin de Séon. Sorties à la journée avec les chèques Sport 13, mini-camps et camps soit 5196 journées jeunes. (Comité de pilotage comprenant les : DSU / CCPD / Mairie 15°/16° / DDJS / ADDAP / ADRIM / Maison du Sport / CAQ de l'Estaque).

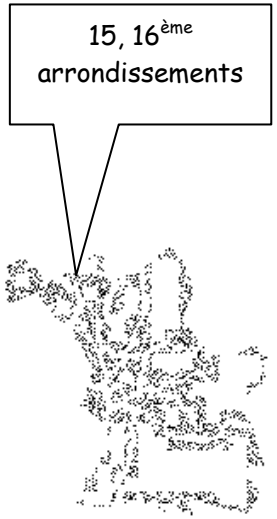
Par ailleurs nous avons continué d'apporter notre appui aux activités collectives des autres centres sociaux (Bourrelys, Solidarité, Aygalades, etc.), pour la réalisation de séjours, manifestations sportives, ateliers et fêtes de quartier.

Quelques illustrations de notre action sur le site …

Sur les 577 suivis /individuels effectués cette année, la proportion des suivis scolaires (119) par rapport aux suivis formation-emploi (206) poursuit sa progression en raison du rajeunissement de notre public. La convention entre la Mairie 15/16, l'ADDAP, les Collèges Barnier et Vallon des Pins illustre notre travail en direction des élèves de SEGPA et du dispositif Classe Relais par le biais de l'accès aux technologies nouvelles (Internet, etc.). Cette opération a concerné 82 jeunes.

Nous avons augmenté le nombre des mises en situation de travail sur les 15° et 16° arrondissements : 344 journées/jeunes rémunérées par l'ADPEI dans le cadre de chantiers ou d'animations (concernant 16 jeunes sur les chantiers et 14 jeunes comme encadrants d'animation). La finalité de ces actions consiste à faire « profiter » les jeunes de formations qualifiantes acquises avec notre aide dans le domaine des métiers du sport et de l'animation, et permettre au personnel éducatif de travailler sur leur employabilité..

Nous sommes actuellement en pourparler avec des logeurs sur des possibilités de baux glissants, au vu du nombre croissant de situations de crise auxquelles nous sommes confrontés dans ce domaine. (77 cas de logements traités en cours d'année.)



Marseille
Service 15-16

15 points de travail

Gardanne
Les Pennes-Mirabeau
Septèmes
Vitrolles

GARDANNE

Commune de 20000 habitants dans une perspective de reconversion et d'arrêt de l'activité minière.
L'intervention de l'ADDAP se localise sur le centre ville précarisé, le quartier Biver, les cités HLM des logis, Notre Dame et du coteau de Velines.

On notera : des situations d'échec scolaire et d'absentéisme et une banalisation de l'usage de substances psychoactives

- une absence d'animation sur les quartiers excentrés entraînant des regroupements de jeunes sur l'espace public
- une absence de réponse en terme d'hébergement temporaire pour les jeunes en parcours d'insertion professionnelle
-

Problématiques jeunes rencontrées, dans l'ordre de fréquence :

Emploi, formation, scolarité	pour 46 situations
Comportement	pour 33 situations
Famille	pour 20 situations
Santé, toxicomanies	pour 24 situations
Administratif	pour 2 situations
Logement	pour 10 situations

22 jeunes en grande difficulté cumulent au moins 4 de ces problématiques.
Nous sommes intervenus dans les domaines suivants

- les chantiers éducatifs et la formation aux métiers du sport, de l'animation et de la sécurité avec la Mission Locale
- la lutte contre l'échec scolaire
- la question de l'hébergement des jeunes
- le soutien au tissu associatif
- le développement de la citoyenneté à travers des actions socio-éducatives
-

Notre présence sociale nous a permis de contacter 177 jeunes dont 34 % de filles
57 jeunes bénéficient d'un accompagnement éducatif individualisé. Nous avons eu cette année 22 nouveaux cas.
Sur le plan des actions collectives nous avons mené :

- 1 camp voile (VVV) soit 21J/J
- des chantiers rémunérés en partenariat avec la Logirem et le service jeunesse (80J/J)
- un atelier boxe avec le service des sports
- 8 sorties à la journée avec l'association Contact au cours des vacances scolaires (VVV et Chèques CG13)

PENNES MIRABEAU

ORIENTATIONS

Accompagnement de la formation des ALMS
Soutien au tissu associatif
Animations socio-éducatives, organisation de tournoi de football
Développement social local
Soutien technique au CCPD intercommunal

Après une intervention légère (1 jour par semaine) il y a eu depuis novembre 99 une évolution aboutissant à un plein temps éducatif.

Le mode d'intervention sur cette commune est original dans le sens où il ne s'agit pas d'une intervention traditionnelle de prévention spécialisée, qui nous est demandée et que nous souhaitons mettre en oeuvre.

Il s'agit d'un mode expérimental, qui pourrait préfigurer de nos interventions sur le péri-urbain et les petites villes. Sur la base de notre expérience de prévention spécialisée, c'est davantage d'ingénierie sociale dont il est question après diagnostic et s'appuyant sur une connaissance des dispositifs du partenariat (emploi jeunes, politique de la ville) ... il s'agit d'inventer des réponses, de construire des ressources .

Conseil technique pour :
CCPD inter communal dans sa dimension préventive
Gestion des emplois jeunes ALMS relais de présence sociale
Développement social local

Nous avons réalisé pour la commune un soutien technique pour la mise en place de tournois de football et d'animations.

Communes rattachées

Marseille
Service 15-16

Gardanne
Pennes-Mirabeau

MARSEILLE NORD LITTORAL – COMMUNES RATTACHEES

SEPTEMES

Rattachée depuis novembre 2000 au Pays d'Aix, cette commune bénéficie de l'intervention d'un temps plein d'éducatrice spécialisée.
Nos actions se développent sur l'ensemble de cette commune qui compte plus de 10000 habitants avec une attention particulière pour la cité de la Gavotte Peyret. Cette derniére est une cité HLM excentrée et enclavée de 1500 habitants présentant des indices de précarité préoccupants.
La destruction de la tour « L » s'est terminée cette année, libérant un espace dont la réaffectation semble être un enjeu entre le bailleur, le centre social et les habitants.
Le centre social est très actif dans le domaine de l'animation ,l 'EJS aide au montage de projets de jeunes sur l'ensemble de la ville. L'enclavement de la cité de la Gavotte Peyré induit une tendance au repli identitaire de ses habitants qui ont du mal à s'intégrer au reste de la commune.
L'absence de coordination du travail social sur ce secteur d'intervention pénalise la cohésion des prises en charge éducatives et la mise en place d'actions concertées répondant aux besoins des jeunes
Nos principaux domaines d'intervention :

- L'insertion socioprofessionnelle avec la Mission locale
- La prévention de l'échec scolaire
- Le soutien au tissu associatif
- La socialisation des jeunes et le développement de la citoyenneté par des animations socio-éducatives ;

En résumé notre activité a produit cette année:

Des actions individuelles :
Nous sommes rentrés en contact avec **72 jeunes dont 47 % de filles** et 40 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement éducatif individualisé. Plus de la moitié sont des nouveaux cas, étant donné le caractère récent de notre implantation.
25 familles 19 RMI) sont associées au travail éducatif que nous menons.
9 jeunes ont réintégré le circuit scolaire et 13 ont trouvé une solution en terme de formation/emploi

Des actions collectives :

- un stage de plongée CG 13 pour 20 journées / jeunes
- 6 sorties à la journée pour 24 journées / jeunes (chèques sport été 13)
- 1 sortie familiale, partenariat ACE (action communautaire) pour 24 j/j avec 30 adultes et la journée de la citoyenneté à Istres pour 28 jeunes et 14 adultes
- Festival citoyen en partenariat avec l'EJS (24j/j)
- Avec la CAF, Vacances enfants et ado. (colo et camp) pour 24 jeunes
- Diverses manifestations festives : fête de quartier, d'associations, soirée pour la paix…

VITROLLES

ORIENTATIONS
Présence sociale
Accompagnement éducatif individualisé
Travail en direction des collèges (radio libre)
Insertion professionnelle : intervention dans le dispositif TRACE
Soutien au tissu associatif
Animations socio-éducatives, camps, sorties
Développement social local et travail partenariat

Cette intervention est récente et se développe seulement depuis septembre 99.
Après des animations socio-éducatives en partenariat avec les structures de proximité, nous avons pris contact avec des jeunes et deux projets ont été construits

A partir des animations sport 13 du CG, nous avons accompagné les jeunes à travers le dispositif TRACE en partenariat conventionné avec la Mission Locale de l'Etang de Berre
A partir d'un travail conventionné avec le collège Henri Fabre nous avons mené une action autour du support « radio libre » avec les collégiens en difficulté.

Notre présence sociale nous a permis de **contacter 62 jeunes, dont 47 % de filles.**

39 jeunes font l'objet d'un accompagnement éducatif individualisé, tous les accompagnements sont nouveaux , l'intervention étant très récente.

Les problématiques dominantes sur ce point de travail sont les problèmes familiaux , l'emploi, la formation , la scolarité
23 jeunes sur les 39 suivis représentent des accompagnements lourds car cumulant au moins 4 problématiques associées

Problématiques jeunes rencontrées par ordre d'importance :

Famille	pour 43 situations
Emploi, formation, scolarité	pour 30 situations
Santé, toxicomanies	pour 17 situations
Administratif	pour 1 situation

Communes rattachées

Marseille
Service 15-16

Septèmes
Vitrolles

I Les Evolutions les plus significatives

Les aspects positifs

L'année 2000 fut l'année de la signature ou du renouvellement de certains contrats liant dans un objectif commun les communes aux collectivités et l'état.

Les principales communes de notre secteur d'intervention (Aix-en-Provence, Salon-de-Provence) se sont dotées d'un contrat ville, d'un contrat local de sécurité et sont dans la phase de mise en œuvre d'un contrat éducatif local. Chacune de ces communes est le siège d'une mission locale pour l'insertion des jeunes, ce qui n'est d'ailleurs pas sans poser problème face à l'avènement de l'intercommunalité.

Nous avons pu observer une stabilisation du recrutement d'emplois jeunes sur les métiers de la médiation ; une réflexion sur les limites de ces fonctions ainsi qu'une sollicitation sur la qualification et la professionnalisation de ces emplois.

Un recul global non négligeable du chômage des jeunes, sur les communes où nous intervenons, confirmé par les statistiques des trois missions locales.

La création d'une classe relais à Aix-en-Provence ainsi qu'un partenariat avec certains établissements scolaires de plus en plus amenés à poser des exigences portant sur le comportement des jeunes ainsi que sur l'apprentissage des règles et de la loi.

La consolidation d'un partenariat avec le responsable du secteur de l'ASE ainsi qu'un travail collectif de l'ADDAP avec les équipes sociales de la DGAISS sur les approches territoriales.

Les difficultés rencontrées

Une fracture urbaine engendrant une ségrégation entre certains quartiers et le reste de la ville, qui ne fait que s'amplifier, malgré les différentes politiques volontaristes des communes, des collectivités et de l'état (la zone basse de la ZUP Encagnane à Aix-en-Provence, certains immeubles des Canourgues à Salon-de-Provence, la ZAC Logis Notre Dame à Gardanne par exemple.)

Un véritable phénomène de cloisonnement social, accentué par une discrimination ethnique et territoriale à l'embauche avec un taux de chômage double, voire triple de la moyenne des communes concernées.

Des jeunes de plus en plus vulnérables dans des familles en situation de détresse sociale et de pauvreté intellectuelle (absence de repères, de limites induisant des comportements délictuels : dégradation, vols, insécurité routière en cyclomoteurs etc.…)

Une tranche d'âge particulièrement exposée (13-15 ans) où la vulnérabilité est accentuée par l'effet du désœuvrement et de l'usage de plus en plus généralisé de substances psychotropes (alcool, cannabis, médicaments…)

Un sentiment d'insécurité qui se développe et qui tend à justifier une logistique sécuritaire des communes donnant la priorité à la répression sous la forme d'opérations policières visibles dont un effet serait un glissement vers une stratégie de gestion du risque. Nous rencontrons dans certaines réalisations des contrats locaux de sécurité, cette logique qui consiste non pas à identifier et à traiter les phénomènes, mais plutôt à chercher à en limiter les effets auprès de ceux qui risquent de les subir.

II Les principales actions individuelles et collectives

Face à ce constat, l'ADDAP développe ses actions autour des principaux axes suivants :

Un partenariat fait pour maintenir autant que faire se peut, ces jeunes dans le droit commun (scolarité, insertion, loisirs sportifs et culturels)

Participation aux comités de prévention et d'éducation à la santé dans les établissements scolaires où ils sont implantés.

Participation aux comités de pilotage du dispositif TRACE afin d'en permettre l'accès aux jeunes suivis par la prévention spécialisée.

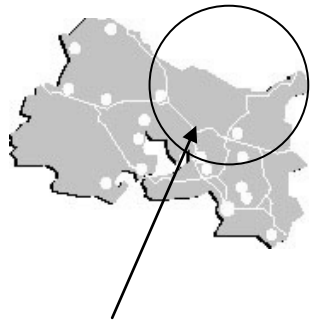
Partenariat avec les centres sociaux, maisons et équipements de quartier.

Des actions individuelles et collectives visant à faire intégrer chez les plus jeunes (12-16 ans) les bases nécessaires à une socialisation (respect de l'autre, de la loi, des règles…)

Les actions menées en 2000 par l'équipe de l'ADDAP figurent en annexe. Elles représentent au total 1 600 Journées/Jeunes.

Un travail d'accompagnement socio-éducatif portant sur 353 jeunes (253 à Aix et 100 à Salon) présentant pour la plupart un cumul de difficultés (comportementales, scolaires, familiales, médicales…) Ainsi que près de 1000 jeunes en contact éducatif par l'intermédiaire d'activités ou de rencontres régulières.

Un partenariat sous la forme de soutien technique auprès des associations de proximité nous permettant de mieux prendre en compte la prévention des exclusions dans les quartiers d'habitat social.



Service Pays d'Aix

Aix en Provence
Salon

SERVICE PAYS D'AIX

Chéquiers Sport Eté 13
35 chéquiers 1400 chèques
101 jeunes de 13 à 18 ans
56 % de filles
44 % de garçons
Activités :
30 % Equitation
70 % Sports Nautiques
Financement :
ADDAP et CG13
350 Journées / Jeunes

Stage Conseil Régional

Stage Hand Ball Istres
Du 30/10/00 au 03/11/00
7 jeunes filles de 15 à 16 ans 5 jours
Plein Air et Hand Ball
Financement :
ADDAP/Conseil Régional
35 Journées / Jeunes

Stage VTT Trial Sénez
Du 07/08/00 au 11/08/00
5 garçons 12/14 ans
5 jours
Plein Air, VTT
Moto Trial
Financement :
Conseil Régional
25 Journées / Jeunes

Stage Foot Ball Istres
Du 10/07/00 au 14/07/00
7 garçons 12/13 ans
5 jours
Plein Air et Foot Ball
Financement :
ADDAP/Conseil Régional

35 Journées / JeunesActions Jeunes Thématiques (A.J.T.)

Les Saltimbanques
Mercredis après midi (janvier/juin et septembre/décembre)
Spectacle en fin juin.
12 jeunes 12 /17ans + 1 jeune 20 ans
Activités : Cirque et spectacle
Financement :
ADDAP, Ville d'Aix et DRDJS
280 Journées / Jeunes
+ de 100 jeunes pour le spectacle

Les Petits Princes en Action
7 mercredis en mars et avril et du 17/04/00 au 30/04/00 tous les jours
55 jeunes de 12 à 17 ans (garçons et filles)
Activités : Construction d'un char de carnaval, déguisements et spectacles
Financement : ADDAP, Ville d'Aix et DRDJS
415 Journées / Jeunes

Paroles
Tous les mercredis depuis le 04/10/00
10 jeunes garçons et filles de 12 à 17 ans
Activités : Accès à la culture : spectacles régionaux
Financement : ADDAP, Ville d'Aix et DRDJS
55 Journées / Jeunes

V.V.V

Découverte Régionale Culturelle et Sportive (Verdon)
03/07/00-05/07/00 - 05/07/00-07/07/00
14 jeunes de 13 à 18 ans
(7 filles et 7 garçons)
Pinette / Beisson
Activités : Plein Air, Moto Trial
Financement :
ADDAP, Ville d'Aix et DRDJS

Cultivons la Culture
18/07/00-19/07/00 - 21/07/00-26/07/00
7 jeunes filles de 13 à 18 ans (Encagnane / Corsy)
Activités : Spectacle d'Avignon
Financement :
ADDAP, Ville d'Aix et DRDJS
28 Journées / Jeunes

Politique de la Ville

Alternative Educative (Salon)
10/01, 20/03, 06/06, 03/07, 01/12/00
17 jeunes de 18 à 21 ans
(11 garçons et 6 filles)
Activités : peinture, maçonnerie, nettoyage, distribution de prospectus.
Financement :
ADDAP et Ville de Salon
17 Journées / Jeunes

Expression Culturelle (Salon)
7 garçons de 14 à 18 ans
Activités :
Reportage photos, Visite musées
Financement :
ADDAP et Ville de Salon
105 Journées / Jeunes

A.D.D.A.P.

Camp Saint Laurent du Verdon
Du 04/08/00 au 06/08/00
6 garçons
Activités : Escalade, Canoë, Plein Air
Financement : ADDAP
18 Journées / Jeunes

Camp Orcières
Du 03/03/00 au 05/03/00
14 jeunes de 14 à 18 ans
Activités : Ski
Financement : ADDAP
42 Journées / Jeunes

Camp Dévoluy (Salon)
Du 18/08/00 au 20/08/00
6 garçons de 17 à 18 ans
Activités : Canyonning, randonnée
Financement : ADDAP
18 Journées / Jeunes

Base du Frioul
10 journées avec des groupes de 3 à 10 jeunes de 13 à 17 ans
Activités :
Nautiques (planche à voile, plongée…)
Financement : ADDAP
55 Journées / Jeunes

Tournoi Foot Brésilien
1 journée , 15 jeunes
Activités : Foot
Financement : ADDAP et le Calendal

DRDJS

Journée Skate Board ''1,2,3 à vous de jouer''
Le 01/07/00 50 jeunes de 18 à 20 ans
Activités : démonstration et apprentissage du skate
Financement : ADDAP et DRDJS
50 Journées / Jeunes
TOTAL 1600 Journées /Jeunes

SERVICE PAYS D'ARLES

VILLE D'ARLES

I. Suivi de jeunes (13/25 ans)

Les 13/21 ans représentent 124 jeunes soit 84% du public total. Les filles représentent 31% des suivis
58% des 13/21 ans sont considérés par l'équipe comme relevant d'accompagnements éducatifs lourds et complexes (multi problématiques)
55% des jeunes ont été connus grâce à la présence sociale, les autres nous sont adressés par les partenaires

Quartiers	Nb garçons	Nb filles	Total
Barriol	63	22	85
Trébon / Mas Thibert	20	12	32
Griffeuille	20	11	31
TOTAUX	103	45	148

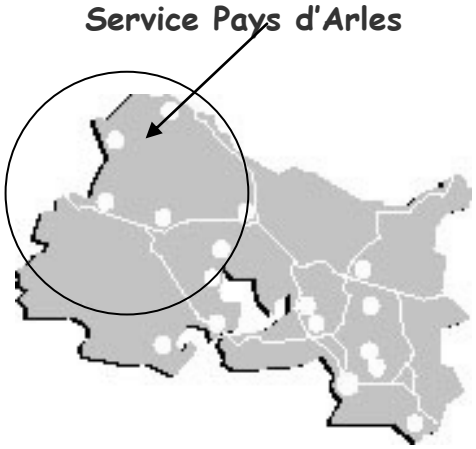
Domaines d'intervention	Nb /garçons	Nb/filles	Total
Formation, apprentissage, emploi, stages	24	17	41
Médiation familiale	24	28	52
Logement	12	14	26
Relation avec les collèges	9	4	13
Santé (accompagnements)	12	6	18
Justice	38	14	52
TOTAL	119	83	202

Types d'interventions :
Rencontres ponctuelles essentiellement sur de l'orientation vers les services :
* Lors des rentrées scolaires (contacts CIO, DIGEN, collèges, lycées);
* Aides diverses (DGAISS, FAJ, CAF, institutions) ;
* Activités (centres sociaux, associations culturelles et sportives) ;
* Emplois saisonniers.

II. Les principales actions individuelles et collectives menées en 2000

Actions – ADDAP promoteur
Rap, hip-hop,
Participation à un festival en Espagne de musique moderne
Original Possy (Trébon),
Championnat futsall inter-quartiers (Trébon, Barriol, Griffeuille),
Sports d'opposition,
Sorties diverses,
Suivi et soutien d'associations de quartiers,
Aide à la création d'emplois-jeunes,
Mas Thibert Aventure.

Actions – En partenariat
Séjours avec les centres sociaux et le CIDF,
Atelier création théâtre,
Sport Eté 13,
Tournoi Association des commerçants,
Journée Mondiale contre le SIDA,
Relation avec les collèges, ATP.



Arles

III. Les difficultés que nous avons rencontrées

Difficulté des éducateurs à se recentrer sur la population 13/21 ans ;

Interpellations régulières des partenaires sur les missions de l'ADDAP : Confusion entre « prévention spécialisée » et « prévention de la délinquance » ;

Arrivée de nouveaux directeurs dans les centres sociaux ;

Le public 18-25 ans qui a investi les centres sociaux. La banalisation de l'alcool et du cannabis, ne favorise pas l'accueil de ces jeunes dans les structures et nous pose d'énormes difficultés de travail avec ce public ;

SERVICE PAYS D'ARLES

CHATEAURENARD

I. Les principales évolutions

Le travail de l'ensemble des travailleurs sociaux de la commune, au sein desquels l'ADDAP a pris une part active depuis 4 ans, porte ses fruits : la municipalité a entendu la nécessité de construire une politique de la jeunesse ; d'où la mise en place du CLS, de l'étude d'un CATL.
La PAIO s'est convertie en Mission Locale avec une présence plus importante et un champ d'action élargi.
Géré par le CCAS, la municipalité a embauché un Agent Local de Médiation Sociale qui travaille en étroite collaboration avec l'ADDAP.
De nouvelles associations s'engagent dans la mise en œuvre de projets sociaux ; l'Association des Jeunes Châteaurenardais a fait ses preuves eu égard à la gestion de son club de foot

II. Les principales actions individuelles et collectives menées en 2000

a) Actions individuelles
Augmentation des jeunes en rupture familiale qui implique un lourd travail autour du projet d'habiter dans un contexte local dépourvu de structures d'hébergement.
Augmentation des jeunes en situation précaire au regard de l'emploi , cela implique un travail d'accompagnement vers les employeurs, les agences intérim, le GEIQ et la PAIO.
La faiblesse de l'offre d'accueil de jeunes en difficulté implique un gros travail d'accueil et de présence sociale.
b) Actions collectives
Partenariat autour de réunions mensuelles avec l'ensemble des partenaires sociaux.
Soutien technique aux projets de l'AJC (équipe de football), accompagnement scolaire, groupe de rap.
Partenariat avec l'Agent Local de Médiation Sociale du CCAS autour de projet d'animation sociale.
Partenariat avec l'AMLS du CCAS autour de projet d'animation sociale.
Participation active au Développement Local de Sécurité et à l'établissement des fiches actions du Contrat Local de Sécurité.

III. Les principales difficultés

Travailler seul sur un point de travail
Manque de dispositifs d'insertion par l'habitat
Forts replis communautaires

IV. Données quantitatives

Types d'interventions	Nb de pb rencontrés
Habitat	37
Scolarité/Emploi/Formation	35
Animation sociale	40
Médiation familiale	50

44 jeunes font l'objet d'un Projet Educatif. - 35 nécessitent des suivis lourds (cumul plusieurs difficultés d'insertion sociale et professionnelle)
Au cours de l'année 2000 nous dénombrons 23 nouveaux suivis

ISTRES

Les principales évolutions

Logement :
Mise en place de la résidence sociale SONACOTRA (pour mères avec enfant) et augmentation du nombre des appartements CLLAJ.
En ce qui concerne la demande des jeunes, celle-ci se renforce notamment pour des jeunes de 18 ans.
Le solde des solutions reste néanmoins négatif (56 situations repérées/51 traitées)
Difficulté d'accès au logement de droit commun pour les petits budgets (16)
Formation :
Le stage FSE/PJJ (TREMPLIN) a permis de prendre en compte ces dernières années et souvent avec des réussites, des jeunes très en difficulté qui n'auraient pu s'intégrer dans aucune autre formation. Or, ce stage a pris fin en décembre 2000 et ne sera pas reconduit (pb de subventions – Passage FSE ⇨ Région).
Emploi :
Mise en place du dispositif TRACE (concernant notre public) qui fonctionne bien sur Istres (environ 50% ayant trouvé une solution).
La mise en place depuis 1999 des emplois-jeunes sur Istres (aujourd'hui environ 250) a permis de « détendre » la situation de l'emploi des jeunes sur Istres. D'autant qu'un certain nombre de jeunes en grande difficulté a pu en bénéficier.
L'intérim « social » a augmenté ses propositions d'emploi aux jeunes en difficulté, notamment à ceux que nous suivons (I.D Intérim, ISIS).
Public – Accompagnement éducatif :
Augmentation des jeunes en rupture familiale consommée (37) dès l'âge de 18 ans, voire avant. Cela pose un problème au niveau du logement et de « l'hébergement éducatif ».
Augmentation du nombre de jeunes couples avec enfants, avec souvent des séparations rapides (ce qui entraîne un nombre important de mères isolées).
Rajeunissement (volontaire de notre part) des jeunes suivis.
Augmentation du nombre de médiations familiales liées à des ruptures.
Nbre de jeunes en accompagnement (suivi) éducatif :
58 jeunes (la grande majorité, 69% entre 16-21 ans)
22 jeunes en formation , dont 6 en stage TREMPLIN.
Nombre de jeunes bénéficiant (ou ayant bénéficié) d'un logement CLLAJ : 13 j

Les principales actions collectives

A Istres, les actions collectives sont menées en partenariat (ADDAP partenaire d'actions mises en place par un ou plusieurs partenaires) :

ISTRES (SUITE)

Les principales actions collectives (suite)

CLLAJ : autonomie du CLLAJ, mais partenariat au niveau des suivis
Stage TREMPLIN (FSE/PJJ) : participation au comité de pilotage + important suivi en partenariat (6 jeunes suivis)
Chèques Sport Eté 13 : Dans le but de connaître un public plus jeune (13-15 ans) ⇨ Action équitation et sports nautiques (12 jeunes).

Les difficultés rencontrées

Les problèmes rencontrés lors des ruptures de jeunes âgés de 18 ans, sans qualification, sans ressources et nécessitant un hébergement avec suivi éducatif (absence de foyer éducatif proche).

Absence de structure de logement plus adaptée aux jeunes filles que les foyers SONACOTRA (type résidence pour jeunes).

MIRAMAS

Diagnostic succinct du secteur

Pas de CCPD, mais un Contrat Local de Sécurité en cours de création.
Absence de commission jeunes pour encadrer le travail du Poste B et absence d'un dispositif de coordination institutionnalisé en faveur des actions ou politiques engagées en direction de la population jeune. Les acteurs de terrain arrivent à se concerter au coup par coup.

Aucun logement social adapté à la population jeune. Pas d'accueil d'urgence, ni de CLLAJ, pas de foyer de jeunes travailleurs. Une commission logement menée par le CCAS travaille sur ces questions d'appartements relais ou à baux glissants, d'accueil d'urgence, etc. L'ADDAP va ouvrir prochainement un premier appartement dans le cadre de son Pôle Logement sur Miramas.

Animation par le CCAS d'actions relatives à la loi contre les exclusions. Nous participons à l'élaboration d'un projet d'observatoire local de la santé (commission logement, groupe de travail « Accueil des exclus »).

II. Eléments chiffrés concernant le travail des éducateurs

Population de Miramas : 24 000 habitants.

Nombre de jeunes en accompagnement éducatif :

Total	48 jeunes
Filles	31
Garçons	17

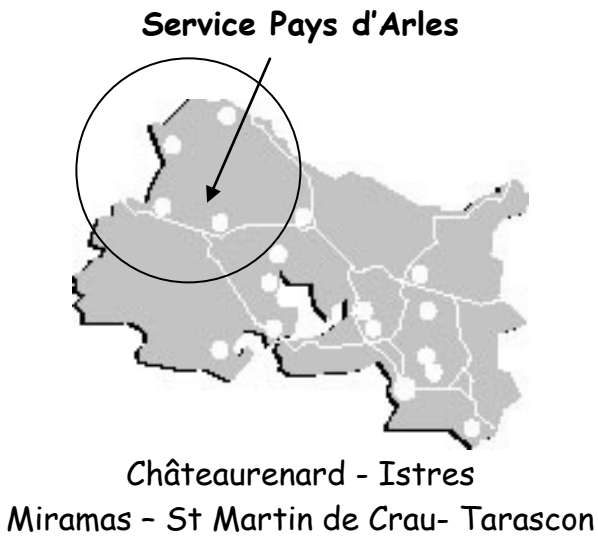
Féminisation importante du public en difficulté.
Ruptures familiales dès 17/18 ans très nombreuses :(29). Grossesses dès 17/18 ans (parfois dès l'âge de 15 ans) en augmentation et nombre de problématiques liées à la santé importantes : 25
Près de 70% du public suivi présente des problématiques multiples et relève d'un suivi lourd

III. Les principales actions collectives menées en 2000

a) Actions en partenariat	**b) Actions ADDAP**
Projet de Point Ecoute au LEP (non réalisé à ce jour). Commission logement. Office Local de la Santé. Appartement pôle logement ADDAP . Groupe accueil /Loi contre les exclusions. VVV	Sport Eté 13. Projet piscine (non réalisé à ce jour).

IV. Difficultés rencontrées

Manque de concertations régulières et institutionnalisées concernant le suivi des jeunes : social, professionnel, formation.
Fonction d'alerte non suivie de réponse/Mairie



SERVICE PAYS D'ARLES

SAINT MARTIN DE CRAU

Les principales actions

Actions – ADDAP promoteur	**Actions en partenariat**
Réunions hebdomadaires de régulation, Sorties diverses / Tournois sportifs, Action santé / Foot Circus, Aide à la création d'emplois-jeunes.	Journées de sensibilisation à l'emploi, Interventions sur modules de formation, Séjours avec Centre Social, associations et autres, Logements

Diagnostic

Accueil des jeunes en constante augmentation.
Montée d'agressivité de la nouvelle génération.
Forte demande de logements qui passe actuellement avant les demandes de formation et d'emploi et ce, dû aux souhaits d'autonomie et de ruptures familiales.
Ces constats, ci-dessus, nous amènent à repenser l'accueil des jeunes sur le fond et la forme dans les locaux actuels.
L'ensemble des jeunes suivis relève d'un accompagnement éducatif lourd en raison des multiples problématiques qu'ils présentent

Données chiffrées

Actions*	Nb / garçons	Nb / filles	Total jeunes
Accueil	108	81	189
Suivi	35	18	53
Emploi / Formation	22	20	42
Logement	2	2	4
Médiation sociale	26	29	55
Collège	2	4	6
Santé	7	10	17
Lien Justice	7	1	8
*Un même jeune peut être l'objet de plusieurs actes éducatifs			

TARASCON

Présentation des principales évolutions

Tarascon, ville de plus de 12 000 habitants.
En terme d'évolution, notons cette année la volonté municipale de réactiver le CCPD, avec à l'appui, le diagnostic local de sécurité.
Concernant le partenariat, soulignons 2 faits importants :
Partenariat effectif avec le collège, se concrétisant par des échanges à l'occasion de réunions bimensuelles.
Dissolution du Centre Socio-Culturel en fin d'année scolaire signifiant pour les éducateurs ADDAP la disparition d'un partenaire de terrain.

Difficultés rencontrées

Difficultés liées aux problèmes de désaffiliation de plus en plus prononcés pour les groupes de jeunes d'origines étrangères.
Carences des dispositifs d'animation pour la population jeunes 14-18 ans.
Situations de ruptures familiales de plus en plus fréquentes.

Actions collectives et individuelles

Point Ecoute au collège : 1 heure hebdo. (partenariat APSTAPTE, PJJ, assistantes sociales collège)
Sorties chèques Sport Eté 13 25 jeunes (12-17 ans - 5 filles, 20 garçons)
Atelier danse – 2 heures hebdo. (8 filles). Organisation de 2 stages intensifs
Atelier écriture – 2 heures hebdo. (7 garçons)
Atelier musique – 2 heures hebdo (3 filles, 7 garçons). Projet intercommunal (Châteaurenard - St Martin de Crau) : stage intensif + voyage Printemps de Bourges
Journée mondiale du SIDA : Collectif SIDA (APSTAPTE, TEEF, Di Nistoun, ADDAP)
Action Prévention Santé, avec un tournoi « Foot Circus » (80 jeunes)
Maintien et développement du Pôle Logement ADDAP
Pour Tarascon : 1 appartement T1 ayant accueilli sur l'année 2000 2 jeunes sur une période de 6 mois pour l'un, l'autre étant en cours.
Hébergement sous forme de nuitées d'hôtel

Nombre de jeunes suivis dans l'année 2000 : 53 jeunes (dont 18 filles)
Nombre de jeunes entrés en formation : 22 jeunes (dont 1 fille).
Nombre de jeunes ayant trouvé un emploi : 16 jeunes (dont 2 filles).
Nombre de jeunes participant aux ateliers : 28 jeunes (dont 10 filles).
Nombre de jeunes accueillis : 189 jeunes (dont 81 filles).
Nombre de jeunes ayant trouvé une solution de logement : 4 jeunes (dont 2 filles).

Note de synthèse

La constitution d'une communauté de communes à l'échelle de Martigues et de Port-de-Bouc, l'engagement de ces dernières et de Port-St-Louis dans un contrat de ville pour 2000 – 2006 seront les nouveaux contours des politiques sociales dont le Service Etang de Berre aura à tenir compte.

Cette nouvelle organisation sur Port de Bouc va positionner le dispositif Mission Locale, CLAJ dans un pôle social ainsi que divers services publics sollicités.

Durant l'année 2000, la Mission Locale a sollicité l'équipe ADDAP comme opérateur externe dans le cadre du programme TRACE.

Cette demande est une reconnaissance de la qualité des accompagnements réalisés par les éducateurs.

Dans le cadre de nos actions prioritaires, la mise en œuvre tardive de la classe relais sur Martigues a conduit l'Education Nationale, la PJJ, l'ADDAP et d'autres partenaires associatifs à maintenir le dispositif relais en direction d'élèves exclus temporairement.

Pour les élèves exclus définitivement, l'animateur de l'Education Nationale chargé du développement de la classe relais aura à établir les conditions d'une collaboration intercommunale.

Il n'en demeure pas moins que les actions menées en direction du public en difficulté scolaire sont réalisées systématiquement avec la famille. Celle-ci a été la clef de nos différentes actions car nous avons constaté, à l'échelle des quartiers, à partir des phénomènes de violence affectant le public adolescent, dans les problématiques individuelles des jeunes majeurs, des processus alarmants nous conduisant à :

Investir le dispositif d'aide à la fonction parentale,

Organiser des accueils spécifiques pour des familles en grande difficulté,

Engager avec les familles des procédures de demande d'aide de prise en charge,

Alerter sur l'augmentation notable d'expulsions du domicile familial de jeunes âgés de 18 à 21 ans qui se sont trouvés ainsi dans le plus grand dénuement et pour lesquels nous avons organisé une réponse sociale qui soit efficace.

Avec le développement du pôle logement, l'équipe du Service a pu ouvrir deux appartements relais qui ont participé à l'organisation de cette réponse.

Le partenariat engagé sur les différents quartiers, permettant la construction de projets spécifiques (les VVV, 1-2-3… à vous de jouer, …) ou plus simplement dans un diagnostic de phénomènes sociaux avec les structures de proximité et/ou les associations locales a permis à un certain nombre de jeunes de s'inscrire dans la vie locale de leur quartier ou de leur commune.

Pour finir, certains jeunes présentant un ensemble de troubles associés nous a amenés à organiser avec le réseau Santé Ouest Etang de Berre et le programme d'actions de prévention santé, un groupe de paroles dans le cadre d'un regroupement inter-associatif permettant ainsi d'apporter un plus à notre public.

Suivis jeunes service Etang de Berre

Martigues : 229 jeunes

Port de Bouc : 39

Port St Louis :13

	Garçons	Filles
Nombre	201	80

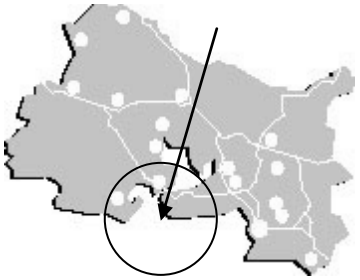
Répartition par âge

âges	12	13/17	18/21	22/24
nombre	7	70	158	46

Problématiques jeunes

situations	scolarité	emploi	formation	cotorep	famille	Faj
nombre	98	69	78	6	198	42

Service Etang de Berre



ACTIONS TRANSVERSALES : POLE SPORT

Les chéquiers Sport-Eté 13 du CONSEIL GENERAL

10 000 chèques, 1 152 jeunes (41% de filles), 2 500 journées /jeunes, 75 éducateurs.
L'ensemble des équipes éducatives utilise cet outil avec plus de 50 % des jeunes suivis dans la tranche d'âge concernée (13/17 ans).
La tendance est à une régulière augmentation en volume et en appréciation qualitative par les éducateurs.
En ce sens on peut affirmer que c'est la plus large réussite pédagogique dans le domaine des pratiques sportives de Prévention Spécialisée.

Les stages multi-sports du CONSEIL REGIONAL

70 jeunes ont pratiqué leur activité favorite :foot ball, VTT-trial, hand ball, pendant une semaine (soit 350 journées/jeunes).

Il ressort du bilan fait par les jeunes, un souvenir d'une grande intensité physique et le désir de repartir. Il est vrai que les stages sont denses, riches en progrès et en expériences nouvelles. C'est un programme qui va probablement s'étendre à l'ensemble des vacances et à d'autres activités sportives.

Les Parkmen et l' OPEN 13

« Pampelone Organisation » nous encore fait confiance cette année.
22 jeunes en phase d'insertion professionnelle ont géré l'ensemble des parkings de l'OPEN 13 de Tennis : 110 journées de travail.
Au dire des éducateurs qui encadrent les parkmen les comportements par rapport au monde du travail sont profondément modifiés (respect des horaires, des consignes, du public…)

Ces trois opérations ont généré près de 600 000 frs pour l'ensemble des jeunes concernés.

L'an 2000 : une année charnière pour le développement du sport de proximité .

La Direction Générale Adjointe des Interventions Sociales et Sanitaires et la Direction Générale Adjointe de la Politique à la Ville et de la Jeunesse et des Sports du CONSEIL GENERAL ont validé le travail accompli par l'ensemble des personnels éducatifs. Cette reconnaissance nous a permis d'obtenir un poste supplémentaire affecté au Pôle Sport ADDAP

La Base Nautique du FRIOUL s'inscrit dans le cadre de l'exercice de la mission de Prévention Spécialisée comme ressource de proximité, au bénéfice des jeunes en difficulté, suivis par les équipes éducatives. Lieu convivial et d'accès facile, il permet aux éducateurs, un travail en profondeur par un accompagnement social et éducatif lors des chantiers et des activités nautiques.

L'année 2000 se concrétise par 3 axes de travail :

I Conformité administrative

Mise en conformité de l'installation électrique, agrément de l'APAVE
Inscription de la plage de l'anse de Pomègues au plan de balisage de la Préfecture Maritime
Déclaration à la commission de sécurité dans le cadre des Etablissements Recevant du Public (ERP)

II Chantiers éducatifs

Les chantiers de l'Infirmerie de Pomègues se déroulent dans le respect de la protection des Monuments Historiques, sous contrôle de l'Architecte des bâtiments de France .Les travaux entrepris au cours de l'année 2000, s'inscrivent dans la continuité de la sauvegarde et de la mise en état du bâti, avec pour objectif éducatif, la mise en situation de travail des jeunes, l'acceptation de savoir-faire et de savoir-être, compatibles avec leur inscription dans un cursus de formation, voire d'emploi.

Outre l'acquisition de gestes professionnels, le chef de chantier, éducateur spécialisé, cherche à leur faire acquérir des règles de ponctualité, d'hygiène et de sécurité, de vie et de travail en équipe, ainsi que l'acceptation de l'autorité.

Ces acquisitions leurs seront indispensables quand, à l'issue des chantiers FRIOUL, ils se retrouveront en situation réelle de travail. Pour la plupart des jeunes c'est la première mise en situation de chantier. Cette observation et ces échanges, dans des conditions privilégiées, permettront à l'éducateur de travailler avec eux le chemin à parcourir avant d'envisager un poste de travail réel ou une formation

Services	Nature des Travaux	Nb jeunes	Nb jours
Centre/Sud-Est	Terrasse + accès plage	5	10
13-14t	Mur de soutainement	6	9
15-16	Terrasse/mur	4	4
Pays d'Aix	Plan de mise à l'eau	4	5
Sud-Est	Peinture	6	5
13-14	Terrasse/mur.	4	5

Soit 190 journées/jeunes

Les jeunes qui participent aux chantiers résident essentiellement sur Marseille. Le déplacement et l'hébergement posent actuellement des difficultés aux services extérieurs à Marseille.

Quatre chantiers de cinq jours chacun, permettant de mettre 20 jeunes en situation de travail sont programmés d'ici la fin de l'année 2000.

III Activités nautiques

Les intervenants sportifs ont accueilli **485 jeunes (dont 121 filles)** du 15 juin au 30 août 2000, ce qui représente 47 jours d'ouverture effective.

Cette année, la Base Nautique a bénéficié d'une activité supplémentaire de Kayak de mer, générant ainsi une polyvalence en terme d'activités, ce qui a permis de proposer des activités quelles que soient les différentes conditions météorologiques.

Chaque jeune présent sur la base a pu découvrir 3 activités dans la même journée, planche à voile, kayak et découverte du milieu marin de la calanque en palmes masque tuba.

Quatre vingt jeunes ont effectué un baptême de plongée, 4 jeunes, à l'issue d'un stage d'une semaine, ont obtenu le niveau I de plongée.

Cent vingt deux jeunes ont passé le brevet de 50 mètres sur la base.

Services	**Réalisé 99**	**Prévisionnel 2000**	**Réalisé 2000**
Pays d'Aix	42	75	**48**
Pays d'Arles	7	51	**40**
Etang de Berre	34	108	**57**
Centre/Sud-Est	158	255	**206**
13-14	100	346	**119**
15-16	45	44	**15**
Total	**386**	**879**	**485**

Il faut cependant signaler le nombre important de désistements (394 jeunes), certains le matin même, ne nous permettant pas de proposer les créneaux disponibles à d'autres services pourtant demandeurs.

La fréquentation est en augmentation par rapport à l'année 99.

.

HORS CHAMP DE LA PREVENTION SPECIALISEE : POLE ACCOMPAGNEMENT A L'EMPLOI

Partant de l'expérience acquise dans l'accompagnement par l'ADDAP, il a été créé un pole Accompagnement regroupant les éducateurs ADDAP oeuvrant dans les 4 dispositifs Pôle 13 Marseille / Pôle 13 Arles / PLIE Marseille / programme TRACE avec lequel l'ADDAP est conventionnée.

Ce pôle comprend :

- Un directeur de Service à mi-temps chargé des conventions et des relations avec les organismes dont l'ADDAP est prestataire de la mission Accompagnement à l'emploi des publics en grande difficulté de la gestion administrative, financière et technique de la prestation.
- Un secrétariat à mi-temps.
- 4 accompagnateurs Pôle 13 (Marseille) suivant 194 bénéficiaires en file active dont 26 insertions réussies.
- 1 accompagnatrice Pôle 13 (Arles) suivant 39 bénéficiaires en file active dont 11 insertions réussies.
- 2 accompagnateurs TRACE (1 plein temps Vitrolles, 1 mi-temps Martigues suivant 42 bénéficiaires en file active).

D'ici la fin 2000, le poste intégrera les 2 demi-postes oeuvrant dans le cadre des antennes de la mission locale de Marseille (les chiffres cités couvrent la période du 01/01/2000 au 31/10/2000).

HORS CHAMP DE LA PREVENTION SPECIALISEE : POLE LOGEMENT

Le 1er janvier 2000 l'A.D.D.A.P. a repris les activités d'insertion par l'habitat de l'association HELP. Ainsi, dans le cadre de l'aide au logement temporaire, une convention lie l' A.D.D.A.P. et la D.D.A.S.S.

Au 1er septembre 2000 l'ADDAP a créé un service « Pôle logement » ayant pour mission de gérer, coordonner et développer les actions d'insertion par l'habitat au sein des différentes communes où nous intervenons.

Cette initiative répond aux besoins repérés sur le terrain par les équipes de prévention spécialisée, participe à notre mission de développement social local et d'accompagnement éducatif.

Le Pôle logement gère actuellement 10 logements temporaires (Marseille, Port de Bouc, Port St Louis, Arles, Tarascon, Saint Martin de Crau et Miramas).

Sur le plan quantitatif pour 2000 nous avons hébergé :

21 personnes : 13 garçons / 8 filles.

Orientations :

Logement de droit commun : 14 (dont parc public : 4 - Parc privé : 10)	
Retour en famille : 2	Solidarités naturelles (amis) : 2
Etablissements spécialisés : 2	Rupture de contrat : 1
Relogement en cours : 4	

L'étude de besoins conduite en 2000 nous conduit à présenter, pour 2001, un projet social où nous développons un ensemble cohérent de dispositifs adaptés à la diversité des situations des jeunes comme aux différentes réalités locales :

- **L'urgence** (conventions avec hôtels et structures d'hébergement)
- **Le logement temporaire** (convention ALT)

Ce qui se traduira par une dizaine de conventions avec les hôtels et vingt deux logements temporaires situés sur les villes précitées auxquelles se rajoutent : Aix en Provence, Septèmes, Gardanne, Martigues, Vitrolles et Châteaurenard.

Ce Pôle logement soutiendra également les initiatives locales en direction des jeunes aux travers d'actions d'insertion par l'habitat (ex : CLLAJ).

Enfin le Pôle logement développera le partenariat nécessaire à l'articulation entre projet d'habiter et projet professionnel : aux travers de chantiers éducatifs ou d'embauches par une association intermédiaire, les « occupants » des logements temporaires pourront travailler à l'améliorations des appartements.

I - NOS GRANDES LIGNES

• Le travail de rue et la présence sociale :

Etre présent auprès des jeunes dans leurs lieux de vie
Etablir des liens de confiance avec la population
Etre la tête de pont des dispositifs de droit commun

• Le suivi éducatif :

Par essence, il est l'objectif principal de notre intervention.
Il se veut généraliste pour privilégier le lien entre le monde de l'exclusion et les multiples dispositifs.

• Le développement social :

Par le développement des initiatives et des ressources propres aux jeunes et au quartier
Promouvoir les expériences et les idées positives susceptibles de modifier l'image stigmatisée des jeunes et de leur quartier.

• L'insertion professionnelle :

Développer les actions de mise au travail : les micro-chantiers
Mettre en œuvre des actions de remobilisation et de préparation à l'accès aux dispositifs de droit commun.

• Le travail auprès des familles :

Soutenir la fonction parentale.
Réhabiliter la famille dans sa fonction de transmission des valeurs et de la citoyenneté.

• La médiation scolaire :

Avec un travail auprès de plus de 40 collèges sur le département : s'impliquer sans se substituer.

• Les actions santé :

Sensibilisation et accompagnement aux soins
Prévention des conduites à risques.

•Le logement des jeunes :

Développer des expertises locales en matière de besoins, de moyens et de partenaires
Participer à la concertation au sein du réseau local
Faciliter le traitement des situations
Développer des initiatives en matière de logement relais ou d'urgence

PERSPECTIVES 2001

II - ACTIONS TRADITIONNELLES ET ACTIONS SPECIFIQUES

La mission de prévention spécialisée à l'A.D.D.A.P. s'articule autour de pratiques traditionnelles liées à la forme même de ce type d'intervention tels que le travail de rue et la présence sociale, le suivi éducatif, le développement local.

Elle développe aussi des actions plus spécifiques liées à l'évolution des problématiques rencontrées sur les points de travail telles que les questions liées à la scolarité, à l'emploi, la formation, le logement, la santé (dont les conduites à risques) ou encore les initiatives jeunes.

Dans le cadre des perspectives 2001, nous axerons nos efforts plus particulièrement sur certaines d'entre elles.

• LE TRAVAIL DE RUE • LA PRESENCE SOCIALE • LE SUIVI EDUCATIF

Pierre angulaire de l'intervention en prévention spécialisée, cette forme d'approche qui consiste à se placer en immersion dans le tissu social et à aller vers le jeune, a tendance à faire des émules.

Mise en œuvre par différents intervenants aux qualifications et aux missions pas toujours identifiables, elle tend à assurer une appropriation maximale de l'espace et du temps. De jour ou de nuit, dans la rue ou dans les bus, en direction des plus petits ou des S.D.F., l'engouement pour cette forme d'intervention a le mérite de démontrer l'incapacité grandissante des dispositifs de droit commun à entrer en contact avec un public de plus en plus divers et nombreux.

La reprise de notre forme d'intervention par de multiples intervenants de rue, doit nous questionner sur notre spécificité au regard des autres pratiques et des autres acteurs.

Inscrite dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance, la prévention spécialisée doit se démarquer (sans s'y opposer) des autres formes de prévention (prévention de la délinquance ou policière) en y recherchant des complémentarités et faisant prévaloir ses compétences.

L'A.D.D.A.P. qui dispose - faut-il le rappeler - d'un personnel hautement qualifié, devra s'attacher à rendre plus lisible et de façon plus formalisée, sa mission d'alerte à travers l'élaboration d'outils d'observation et de diagnostic.

Notre objectif, à partir de 2001, sera d'instrumentaliser sur l'ensemble de l'A.D.D.A.P. cette fonction d'expertise afin de la rendre plus effficiente à l'intérieur comme à l'extérieur de l'institution.

• L'INSERTION PROFESSIONNELLE

C'est l'un des axes majeurs de l'intervention des éducateurs de l'A.D.D.A.P. Il représente environ 80 % des problématiques rencontrées par le public de prévention spécialisée. Qu'il s'agisse de recherche d'emploi, de stage ou de formation professionnelle, cet axe de travail reste et restera encore longtemps incontournable.

De nombreuses initiatives ont depuis longtemps étaient prises par l'A.D.D.A.P. dans ce domaine. Citons pour mémoire la création d'entreprise d'insertion, d'association intermédiaire, de stages de mobilisation, des modules d'acquisition de qualification sociales ou pré-professionnelles, d'investissement dans les missions locales (C.F.I.) ou dans le P.L.I.E., etc.

Pour 2001, nous privilégierons deux types d'action :

- les mises en situation de travail concrètes à travers l'organisation par l'ensemble des services de l'A.D.D.A.P., de micro-chantiers (ou services) rémunérés:

Ce type d'action a le mérite de placer le jeune dans une situation concrète, valorisante et dynamique. Il permet à l'éducateur de repérer les pré-requis du jeune, tant sur le plan social que professionnel. Il offre au jeune, la possibilité de se situer de manière positive dans son environnement. Enfin, il peut permettre dans un deuxième temps, de faire émerger des demandes de formation qui ont trouvé par ce blais un sens.

Les textes récents sur ce type d'activité nous permettent, au titre de la prévention spécialisée, une plus grande souplesse administrative. Notons qu'ils représentent une certaine reconnaissance de notre spécificité à savoir celle de nous adresser aux jeunes les plus en diffficulté.

• la mise en œuvre d'actions de formation ou de remobilisation :

Il s'agit, d'une part d'amener des jeunes à renforcer leur parcours d'insertion, en leur permettant d'acquérir des qualifications sociales (AFPS - BSB - FAFA - BE) pouvant déboucher à terme sur des qualifications professionnelles. D'autre part, pour les jeunes les plus en rupture, il conviendra d'axer nos interventions sur des actions leur permettant de se remobiliser, aussi bien physiquement que mentalement. L'objectif étant à terme de leur permettre d'accéder aux dispositifs de droit commun qui ont normalement été prévus pour eux (par exemple TRACE).

• L'AXE HEBERGEMENT = LOGEMENT = HABITAT

Comment imaginer un travail sans logement ?
Comment imaginer un logement sans travail ?

Les questions du logement et du travail sont étroitement liées et nous ne pouvons traiter l'une sans l'autre.
Dans ce domaine aussi, l'A.D.D.A.P. a développé un certain nombre d'outils soit en terme de réseau (c'est le cas, par exemple dans le cadre du projet STOP GALERE ou à travers l'aide à la rédaction de CV), soit en terme de moyens concrets comme le pôle logement qui bénéficie d'un budget autonome (ALT).
Depuis un an, ce dispositif, qui a totalement rejoint l'A.D.D.A.P., s'est mieux organisé et mieux structuré. Il est animé par des éducateurs référents qui sont chargés de gérer le parc locatif sur le plan matériel et administratif pour l'ensemble de l'A.D.D.A.P..

Pour 2001, nous nous emploierons à développer l'offre de logement à partir des besoins des différents services:
- logements d'urgence en chambre d'hôtel, en caravane ou en mobil home pour les situations les plus difficiles et en particulier sur l'extérieur de Marseille où l'éloignement géographique complique le traitement de ces situations d'urgence.
- appartements relais pour des jeunes inscrits dans une perspective plus durable d'insertion mais ne disposant pas de ressources stables.

Notre objectif est d'atteindre à terme, un parc locatif d'une vingtaine d'appartements répartis entre Marseille et le département. Chaque service pouvant adapter l'utilisation de l'appartement en fonction des besoins repérés localement et qui lui sont propres.

A ce titre, nous souhaitons nous inscrire dans les mesures du type ASELL, ce qui devrait nous permettre de disposer de moyens humains supplémentaires en terme d'accompagnement éducatif.

Par ailleurs, nous devrons veiller à ce que le développement de l'offre de logement géré par l'A.D.D.A.P. s'inscrive dans un ensemble plus large de coopération interpartenariale (CV - Service Plus - FNARS)

• L'AXE SCOLARITE FAMILLE

Le rajeunissement du public touché par l'A.D.D.A.P. nous a amené depuis quelques années à nous pencher sur de nouvelles problématiques. La scolarité et la famille en font partie et sont des points de passage obligé du public 12/16 ans. Les problématiques principales que nous rencontrons sont liées à :
- l'absentéisme chronique voire dans certains cas, la désertion scolaire
- la violence ou plus généralement l'incivilité en milieu scolaire
- le décrochage progressif de l'enseignement pour atteindre sans bruit la limite des 16 ans sans qualification ni perspective d'aucune sorte.

La prévention spécialisée se situe à l'interface du quartier et de l'institution scolaire. Notre objectif est de faire le lien entre la vie au collège et celle au quartier en tentant de montrer aux jeunes qu'il existe une continuité des actes éducatifs posés par les adultes, quel que soit le lieu où ils s'expriment.

Lorsqu'ils en émettent le souhait, il s'agira de faciliter la création des conditions permettant de mettre en présence les principaux acteurs concernés, à savoir les enseignants, les parents et les élèves.

L'intervention des éducateurs de l'A.D.D.A.P. doit être comprise comme un appui éducatif aux parents et aux actions pédagogiques des enseignants.

Nous devrons être particulièrement vigilants :

d'une part, à impliquer les parents, notamment lors d'actions de médiation avec l'institution scolaire sans quoi, celles-ci perdraient tout leur sens;

d'autre part, à se différencier de la fonction des enseignants afin de ne pas nous laisser assimiler à du personnel supplétif de l'Education Nationale. L'établissement d'un véritable partenariat doit passer inévitablement par la reconnaissance mutuelle de nos compétences, de nos champs et de nos modes d'intervention.

Enfin, nous devrons porter la plus grande attention au sens de nos interventions. Celles-ci doivent permettre soit le maintien du jeune dans la scolarité, soit la préparation de la sortie de cette scolarité. Nous devons rester vigilants pour qu'en aucun cas, I'A.D.D.A.P. ne participe à des actions de relégation des élèves en difficulté.

Pour 200l, nous poursuivrons, à partir des objectifs et des précautions énoncées plus haut, notre participation aux dispositifs relais en recherchant chaque fois que cela sera possible, la formalisation de notre intervention à travers des conventionnements locaux.

• L'AXE SANTE ET PREVENTION DES CONDUITES A RISQUES

Plus d'un tiers des problématiques rencontrées par les éducateurs relèvent de la thématique santé.

La mise en place de la CMU doit nous permettre de faire bénéficier, chaque fois que cela sera nécessaire, du dispositif à notre public. Notre tâche sera d'y veiller et de faciliter l'accès aux soins par cette mesure de droit commun.

D'autre part, en y regardant de plus près, la grande majorité des difficultés sanitaires que rencontre les jeunes est liée à l'usage abusif de produits psycho-actifs tels que l'alcool, le haschisch et les médicaments détournés de leur usage.

Ces usages et le trafic qui les entourent, viennent court-circuiter les projets d'insertion proposés par les éducateurs.

La récente recherche-action menée par l'A.D.D.A.P. nous a révélé la nécessité de privilégier une approche à partir du comportement plutôt qu'à partir du produit, qu'il soit prohibé ou pas.

Objectif 2001 : développer des actions de prévention primaire avec et en direction du public le plus jeune en ayant le souci permanent de l'impliquer tout au long de l'action.

La question de l'usage et de l'abus d'usage de produits toxiques devra être intégrée dans une démarche de prévention de santé globale, prenant en compte d'autres types de conduites à risques.

Les actions ainsi développées doivent se démarquer des problématiques concernant les toxicomanes avérés qui ne relèvent pas de la compétence de notre principal financeur- le Conseil Général - mais de la compétence de l'état.

• AXE DEVELOPPEMENT LOCAL

Les perspectives 2001 devront prendre en compte deux préoccupations :

- I'émergence des nouveaux métiers de la rue à caractère social :

Ces nouveaux métiers de la médiation (aide-éducateurs, médiateurs de rue, agents d'écoute et de veille) sont la plupart du temps développés par du personnel peu formé, parfois issu des quartiers en difficulté.

Souvent, nos champs d'intervention viennent à se croiser et peuvent, suivant nos postures respectives, déboucher sur des formes de concurrence aussi malsaines qu'inutiles.

L'A.D.D.A.P., forte de son savoir-faire et de ses compétences, peut contribuer à accompagner ces nouveaux acteurs dans une perspective de complémentarité et de promotion sociale et professionnelle.

Cet accompagnement doit permettre l'acquisition de compétences en vue d'une réelle professionnalisation de ces nouveaux acteurs. Le pôle formation de l'A.D.D.A.P. pourra contribuer à cette tâche en sollicitant les compétences issues de l'expérience de l'ensemble du personnel.

- le soutien aux initiatives jeunes

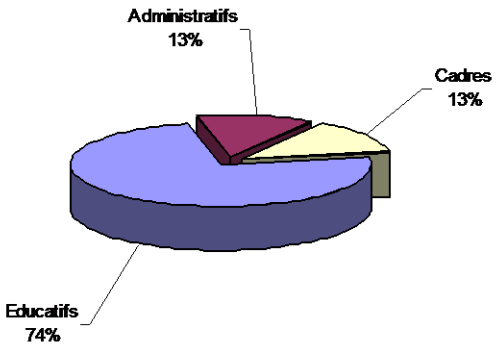
L'objectif sera de développer chez les jeunes, le sens des responsabilités et leur participation à la vie de la cité.

Cette démarche passe par le soutien à des groupes de jeunes constitués en association (ou le souhaitant) afin qu'ils s'exercent de cette manière, à la vie associative et à ses règles basées sur la démocratie (vote - transparence).

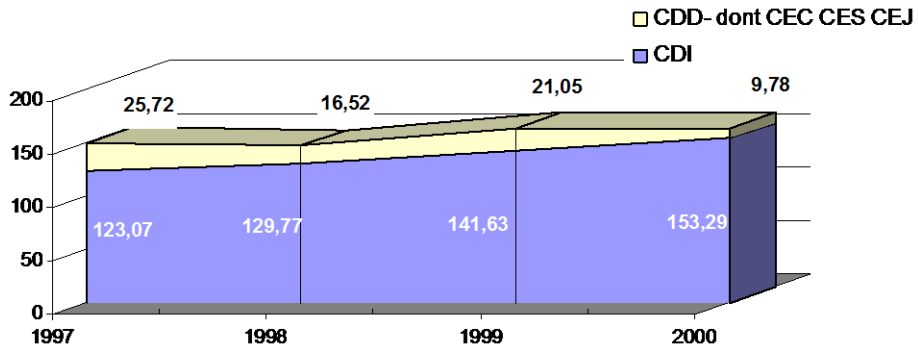
Il s'agira de favoriser l'expression et le positionnement de chacun au sein du groupe, dans le but de faire émerger des projets « partagés ».

Enfin, il s'agira également de les aider à structurer leurs actions, de les rendre viables (recherches de financements) et progressivement autonomes.

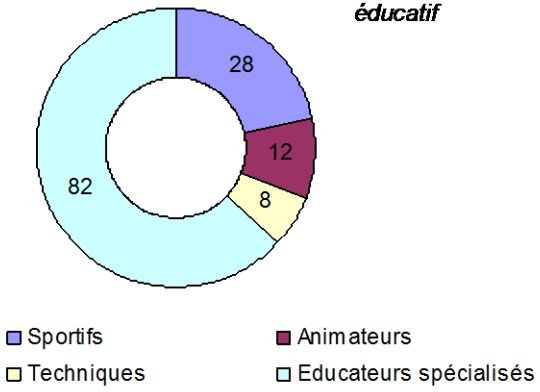
Répartition par catégories de personnel



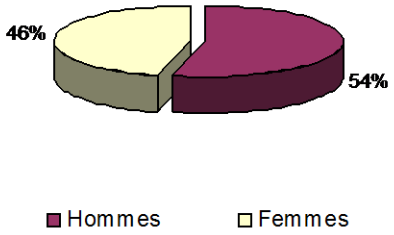
Evolution des postes en CDD et CDI



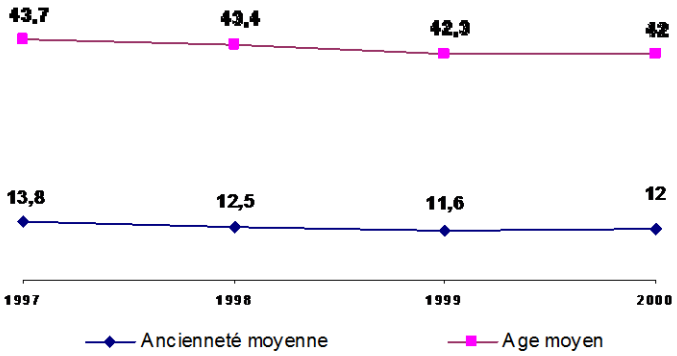
Personnel éducatif



Répartition par sexe - 2 000



Ancienneté moyenne du personnel en CDI



ANNEXE STATISTIQUE BILAN D'ACTION EDUCATIVE

Le présent bilan a été réalisé à partir de documents internes à l'addap, remplis par l'éducateur et validés par les cadres des services.

Ces documents sont :

a) La Fiche Jeune

Tout jeune faisant l'objet d'un Projet Educatif (suivi/accompagnement)

Elle comprend une partie exposant les problématiques rencontrées par le jeune et une partie exposant les actes éducatifs (et leur évolution) posés par l'éducateur en fonction naturellement du Projet Educatif mis en œuvre. Cette fiche est mise à jour avec le cadre plusieurs fois par an.

b) Le Recueil Statistique :

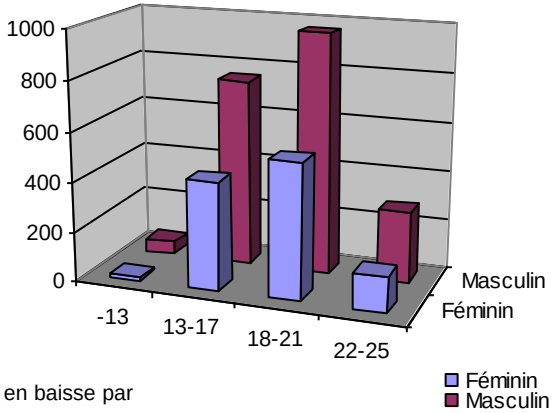
Il regroupe les éléments quantitatifs reprenant l'ensemble des problématiques, entrées dans les Fiches Jeunes et classées par arrondissements, commune, services addap.

c) Les Indicateurs d'Action Educative :

Ils regroupent l'ensemble des actes éducatifs cités dans les fiches jeunes, classés par champ d'intervention (scolarité, famille, emploi-formation, santé…)

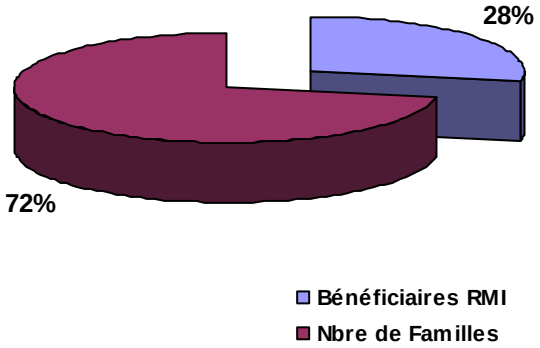
Ces indicateurs sont soit individuels soit collectifs (action en groupe, développement et état du partenariat)

Répartition par âges & sexes des suivis éducatifs 2000



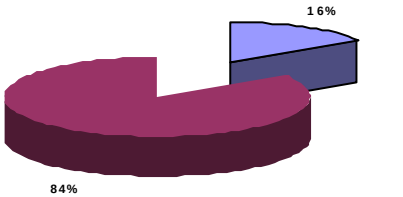
Le nombre de jeunes en Projet Educatif est en baisse par rapport à 1999 : 3542 contre 3195
En revanche le soutien au famille est en augmentation : 1319 en 200 contre 1182 en 1999.
De plus, on note une augmentation des jeunes en très grande difficulté :1179 en 2000 contre 480 en 1999

Pourcentage de familles RMI impliquées dans le Projet Educatif de leur enfant



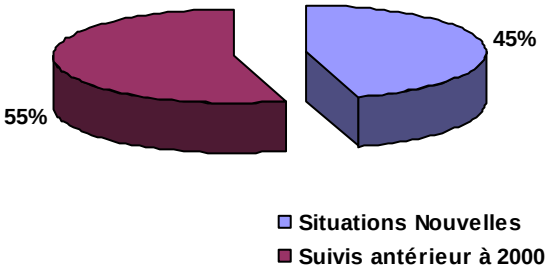
Le tiers des familles recensées relève du RMI.
Un rapprochement entre le Pôle Prévention Spécialisée et le Pôle Insertion (PLIE, Pôle 13) doit permettre un soutien plus efficace à la fonction parentale.

Proportion du public ASE par rapport à l'ensemble des jeunes en Projet Educatif



Le public hors ASE est essentiellement constitué de suivis éducatifs se poursuivant au delà de 21 ans.
Rappelons que ces jeunes entre 21 et 25 ans sont dans un "no man's land" social compris entre l'âge des prises en charge de l'ASE et les mesures RMI.

Renouvellement du public jeune en 2000

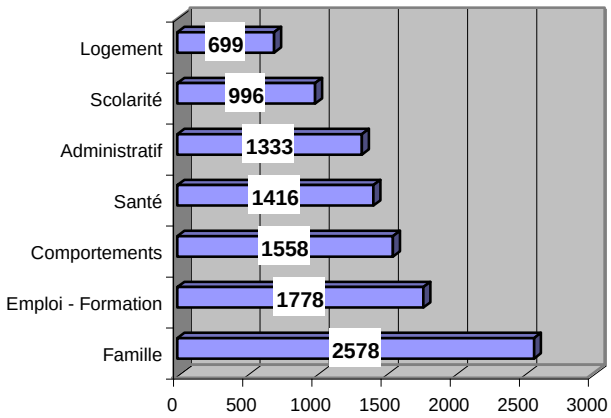


Le taux de renouvellement (45%) est voisin de celui constaté en 1999 (42%)

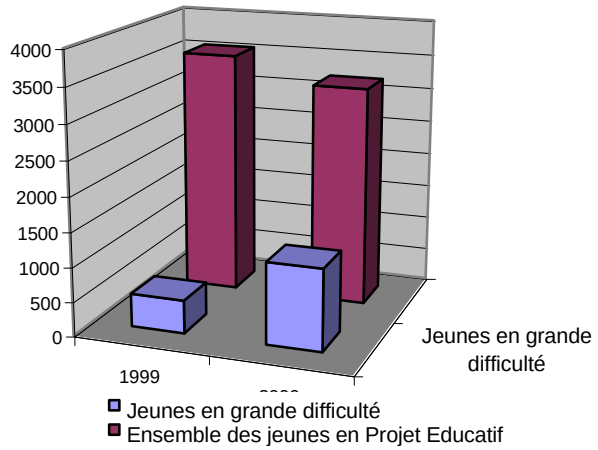
ANNEXE STATISTIQUE BILAN D'ACTION EDUCATIVE

L'émergence des problématiques familiales apparaissent pour les éducateurs comme prioritaires, surtout si nous les rapprochons des difficultés comportementales.
Les problématiques liées à l'emploi, la formation, et la scolarité restent une fois cumulées toujours d'actualité.

Répartition des problématiques jeunes



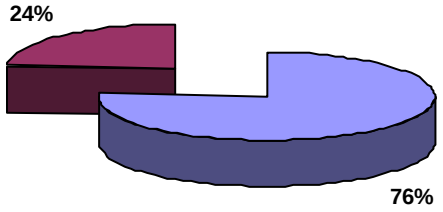
Jeunes cumulant un nombre supérieur ou égal à 4 critères de risques sociaux
(Famille, Emploi - formation - scolarité, Santé, Administratif, Logement, Comportement) –
Comparatif 1999-2000



Le nombre de jeune en grande difficulté est multiplié par 2,5. Le traitement des situations rencontrées nécessite un investissement plus lourd, ce qui est un des éléments d'explication de la baisse globale du nombre de projets éducatifs

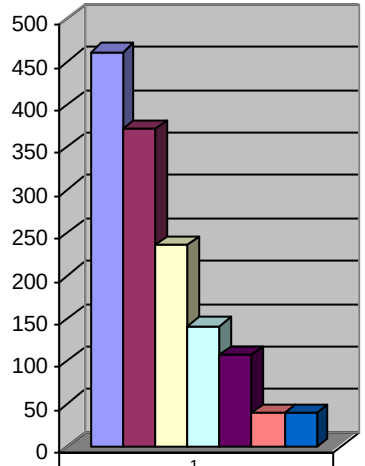
ANNEXE STATISTIQUE BILAN D'ACTION EDUCATIVE

Action éducative & scolarité



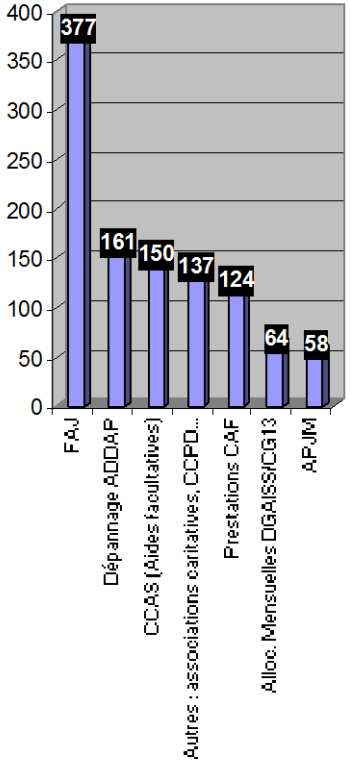
- 668 jeunes en situation de rupture scolaire ponctuelle ou permanente ayant réintégré l'institution scolaire ou un dispositif d'insertion (ex : ML).
- 209 jeunes restés sans solution sur le plan scolaire

Action éducative & santé (nbre d'orientations)

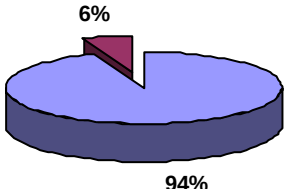


	1
Hôpital général, services de soins publics	462
Couverture administrative (SS, CMU)	371
Médecin de ville	236
Orientions vers un service de prévention (DORIA)	141
Services de soins psy ou d'hygiène mentale	107
Médecine humanitaire	40

Action éducative & aide financière



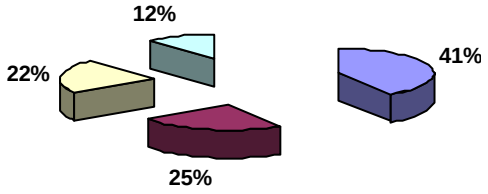
Action éducative et chantiers jeunes rémunérés



- 237 jeunes ont réalisé jusqu'à son terme le chantier éducatif
- 14 jeunes ont arrêté en cours

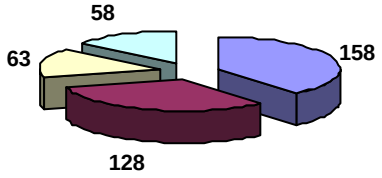
ANNEXE STATISTIQUE BILAN D'ACTION EDUCATIVE

Action éducative & emploi/formation



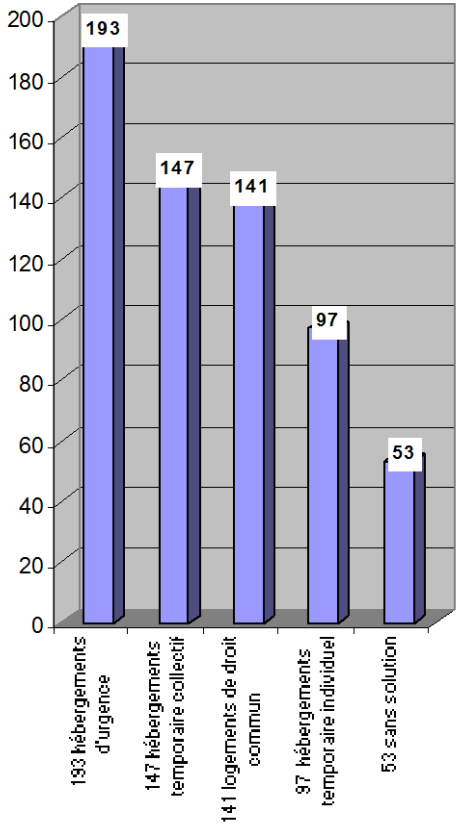
- 1087 accueils effectifs réalisés à notre initiative à la Mission Locale ou à l' ANPE :
- 674 entrées effectives en formation (du bilan à la formation qualifiante) :
- 595 entrées dans la vie active par un contrat de travail (CES, CEC, CQ, CA, CJ, CDD, CDI, chantiers-jeunes rémunérés) :
- 314 jeunes pour lesquels aucune proposition en matière d'emploi / formation n'a abouti

Action éducative & mesures judiciaires



- Nbre de jeunes sous mandat judiciaire ayant fait l'objet d' un Projet Educatif Individualisé
- Nbre de jeunes relevant du comité de probation et faisant l'objet d'un Projet Educatif Individualisé
- Nbre de jeunes ayant fait l'objet d'un Projet Educatif Individualisé durant une incarcération
- Nbre de jeunes en Projet Educatif Individualisé ayant fait l'objet d'une aide juridictionnel

Action éducative et habitat

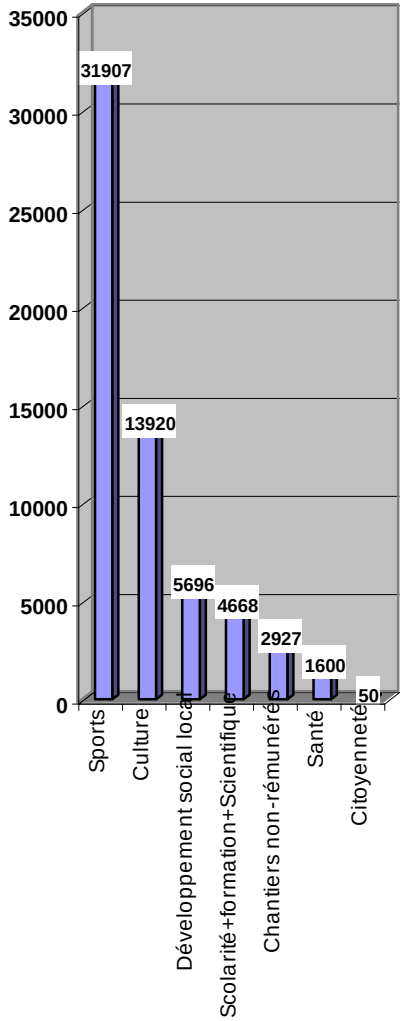


La résolution des problèmes d'hébergement est plus aisée sur les grandes communes comme Marseille ou Aix en Provence. Elle reste un élément déterminant dans le processus d'insertion sociale et professionnelle.

Nos principaux partenaires sont les SAO, les dispositifs de type Service Plus et les CHRS.

Le recours au département logement de l'addap a lieu dans le cadre d'hébergements individuels temporaires. Ce qui représente une passerelle intéressante pour stabiliser les jeunes ayant trouvé un emploi ou une formation durable

Classement des activités (Journées/jeune)



Le support sportif s'affirme comme un vecteur éducatif de choix, aussi bien pour les jeunes que pour les éducateurs. Cependant les supports culturels et DSL restent des outils essentiels impliquants les associations locales et les habitants des quartiers concernés.